



Une planète sans frontières

Mise en place d'un pilier sur la politique migratoire

Livre blanc

Task force DiEM25 pour la politique migratoire

novembre 2024

Table des matières

Liste des abréviations	1
Préface	2
<i>À propos des piliers politiques</i>	2
Une politique migratoire alternative	4
<i>Une crise en devenir : Les conséquences de l'échec politique</i>	4
<i>L'hypocrisie gouverne les règles - L'humanitarisme sélectif de l'Europe</i>	5
Instruments d'oppression : La trahison des droits de l'homme par l'UE	6
<i>Réponse politique - Création d'un cadre de migration sans cruauté</i>	8
Marginalisés et exploités : La réalité des migrants en Europe	10
<i>Réponse politique : Sauvegarde des droits et de la dignité des migrants</i>	12
Communautés d'accueil sous pression : Répondre aux besoins des communautés locales	14
<i>Réponse politique : Renforcer ensemble les communautés d'accueil et les migrants</i>	14
La main invisible de l'oligarchie : Les facteurs structurels de la migration forcée	17
Colonialisme, néo-colonialisme et impérialisme : Façonner le paysage de la migration	17
<i>Réponse politique : Décoloniser la migration</i>	19
Pratiques commerciales déloyales : Exploitation économique et migration	21
<i>Réponse politique : Mettre fin aux structures d'exploitation</i>	22
Injustice climatique : Les déclencheurs environnementaux du déplacement	25
<i>Réponse politique : Lutter contre les inégalités climatiques dans les migrations</i>	27
Complicité avec l'autoritarisme : Le soutien de l'UE aux dictateurs	29
Profiter des conflits : Le commerce des armes et son impact	29
<i>Réponse politique : Mettre fin à la complicité avec l'autoritarisme et au profit des conflits</i>	31
Unissons-nous pour une politique migratoire juste et digne	33
Bibliographie sélective	33

Liste des abréviations

PAC	Politique agricole commune
CRM	Matières premières critiques
PSDC	Politique de sécurité et de défense commune
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
AEE	Agence européenne pour l'environnement
EGD	Marché vert européen
BEI	Banque européenne d'investissement
CJE	Commission de la justice environnementale
APE	Accord de partenariat économique
ESRA	Agence européenne de recherche et de sauvetage
SCEQE	Système d'échange de quotas d'émission
L'UE	Union européenne
FRONTEX	Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes
ALE	Accord de libre-échange
GES	Gaz à effet de serre
GNDE	Nouveau pacte vert pour l'Europe
GPW	Travaux publics verts
FMI	Fonds monétaire international
ISDS	Règlement des différends entre investisseurs et États
GNL	Gaz naturel liquéfié
MEM	Matériaux minéraux et énergétiques
MNC	Société multinationale
EM	États membres
PESCO	Coopération structurée permanente
SCU	Sanctions coercitives unilatérales
BM	Banque mondiale

Préface

DiEM25 est un mouvement paneuropéen de démocrates, unis par la conviction qu'une Europe démocratisée et non alignée sera une force positive pour notre planète. Une Europe capable de donner la priorité aux personnes sur la profit, à la vie sur la mort, à la santé sur la richesse. Cette transition doit avoir lieu maintenant ! La migration est souvent présentée comme une crise, mais ce ne sont pas les migrants qui créent les crises ; ils sont plutôt la conséquence directe des troubles politiques, économiques et environnementaux. Ces forces déstabilisatrices sont souvent alimentées par des politiques de l'Europe et du Nord qui donnent la priorité au profit plutôt qu'aux personnes, ce qui entraîne le déplacement et le désespoir d'un nombre incalculable d'individus. Il est temps de faire face à ces réalités et de recadrer notre approche de la migration dans un souci de justice, d'équité et de responsabilité.

Ce document présente la vision globale de DiEM25 pour une politique migratoire humaine et équitable, ancrée dans les principes de solidarité, de durabilité environnementale et d'anti-impérialisme.

Notre politique vise à démanteler les structures d'exploitation qui sont à l'origine des migrations forcées, en promouvant le commerce équitable, la justice climatique et la responsabilité démocratique dans tous les aspects de la gouvernance des migrations. Nous appelons l'Europe à faire preuve de compassion, à respecter les droits et la dignité de toutes les personnes et à soutenir des politiques qui renforcent les capacités des migrants et des communautés d'accueil.

Nous avons un devoir légal, moral et historique à l'égard de nos semblables qui cherchent à émigrer vers l'Europe : à eux, nous disons : bienvenue ! Et aux Européens qui les accueillent, nous disons : nous vous saluons et nous vous soutenons ! Notre humanité commune nous lie plus qu'elle ne nous divise !

Il est donc essentiel de dépasser la fausse distinction entre les migrants politiques/économiques et les réfugiés, qui conduit à des politiques discriminatoires, prive les personnes d'action et les contraint au sous-emploi et à l'exploitation.

Grâce à ce cadre politique, nous souhaitons transformer l'approche de l'Europe en matière de migration :

- Reconnaître et traiter les impacts historiques et actuels du colonialisme, de la dégradation de l'environnement et de l'exploitation économique.
- Donner la priorité aux politiques qui soutiennent le développement équitable et réduisent la dépendance dans les pays du Sud, en brisant les cycles de la pauvreté et de la migration forcée.
- Veiller à ce que tous les individus, quelle que soit leur origine, soient accueillis avec dignité et à ce que les politiques migratoires renforcent les droits de l'homme et la durabilité environnementale au lieu de les compromettre.

À propos des piliers politiques

L'élaboration de politiques fait partie de notre activisme à DiEM25. Nous proposons des mécanismes politiques alternatifs qui visent à travailler pour le plus grand nombre et non pour quelques-uns. Ces politiques

sont plus que des idéaux ; elles offrent des voies pratiques vers un changement systémique. Nos positions sont alignées sur notre [Manifeste](#) et sont développées à travers une approche participative impliquant nos membres et des experts en la matière.

Pour réaliser notre vision, nous formons des alliances avec les communautés locales, les organisations transnationales et les mouvements de base, en remettant en question les structures de pouvoir bien établies. Nos partis politiques, les [MERA25](#), localisent ces idées politiques et participent à des élections clés afin de dissiper le mythe selon lequel "il n'y a pas d'alternative".

Les propositions présentées dans ce document sont ambitieuses car elles doivent être à la hauteur de l'ampleur des crises auxquelles nous sommes confrontés. Les réformes progressives n'ont jamais réussi à s'attaquer aux causes profondes des défis cruciaux auxquels l'humanité est confrontée. Ce document, [ainsi que nos autres piliers politiques](#), appellent à une action transformatrice ancrée dans un engagement en faveur de la dignité humaine, de la prospérité partagée et de la solidarité transfrontalière.

Ces politiques remettent en question les intérêts géopolitiques et économiques bien établis de l'Europe, en reconnaissant que la véritable sécurité et la prospérité ne se construisent pas sur la domination ou l'exploitation, mais sur la justice. Les intérêts à long terme de l'Europe résident dans un monde défini par la paix, la coopération et le partage des responsabilités. En adoptant des politiques équitables et responsables, l'Europe a la possibilité de montrer l'exemple et de favoriser la résilience mondiale.

Des voies pratiques de mise en œuvre existent déjà. Le pilotage d'initiatives locales, telles que le renforcement des communautés d'accueil, la facilitation de projets menés par les communautés et le soutien aux coopératives de travailleurs, peut produire des résultats immédiats et évolutifs. En période d'incertitude économique, environnementale et géopolitique, le pouvoir de la collaboration communautaire peut renforcer la résilience, encourager la solidarité et consolider les liens à l'intérieur et au-delà des frontières. Ce document propose à l'Europe une voie pour redéfinir son rôle mondial, en dépassant les structures d'exploitation pour un avenir fondé sur le bien-être collectif et la paix.

Pour toute correspondance, veuillez contacter policy@diem25.org

Une politique migratoire alternative

DiEM25 propose une approche holistique de la migration qui accorde aux personnes leurs droits, s'attaque aux causes profondes de la migration forcée, s'attaque aux défauts structurels et vise à l'amélioration socio-économique des communautés d'accueil dans toute l'Europe. Il faut pour cela accepter d'assumer pleinement ses responsabilités à l'égard de ses semblables, ce qui constituerait un fondement politique clair pour la coexistence de tous. Les mouvements de population font partie intégrante de l'histoire de l'humanité et offrent l'occasion de dépasser les perspectives nationales limitées et les politiques identitaires alarmistes.

Les migrants forcés ne doivent plus être présentés comme des victimes passives ou des criminels qui volent également des emplois. Ils doivent être considérés comme des acteurs politiques qui remettent en question l'injustice et le dysfonctionnement de l'ordre mondial actuel. Nous devons, à tout moment, garder à l'esprit notre vision internationaliste et nos obligations morales envers tous ceux qui cherchent nos rivages et facilitent l'installation de nos semblables parmi nous, tout comme nous nous sommes rendus sur leurs rivages par le passé - et pourrions le faire à nouveau compte tenu de l'imminence de la calamité climatique qui frappera durement l'Europe.

Une crise en devenir : Les conséquences de l'échec politique

La part des réfugiés dans la population totale de l'Europe n'est que de 1,5 %. Pourtant, nous sommes confrontés à une crise : financement d'une agence frontalière FRONTEX qui surveille les noyades en Méditerranée ; accueil de camps de réfugiés sans eau courante en Grèce ; délocalisation des demandes d'asile en violation du droit international. La liste est longue. L'Union européenne, incapable de s'unir autour de son devoir humanitaire, a choisi une voie politique désordonnée : diviser l'humanité entre ceux que nous voulons et ceux que nous rejetons.

Les personnes fuyant l'invasion russe de l'Ukraine bénéficient à juste titre d'un refuge, sont autorisées à travailler et ont accès aux soins de santé et à l'éducation. En revanche, ceux qui se trouvent en dehors de l'Europe courent d'énormes risques pour atteindre le continent et aucune mention n'est faite des causes profondes de leur fuite. Aucune déclaration n'est faite sur les armes européennes qui détruisent la vie au Moyen-Orient. Aucun commentaire sur le soutien indéfectible apporté aux dictateurs du monde entier. Aucune reconnaissance du colonialisme et de ses structures persistantes au 21st siècle. Aucune reconnaissance de notre rôle dans la création de réfugiés climatiques. Aucun lien n'est fait avec les relations commerciales déloyales. Le rôle de l'Europe dans la création des conditions qui obligent les gens à quitter leur foyer est souvent négligé, alors qu'il est profondément ancré dans un système qui privilégie le profit, l'extraction des ressources et le contrôle géopolitique au détriment du bien-être humain et de la durabilité de l'environnement.

L'Europe considère que les migrations en provenance du Sud déstabilisent la modernité et sapent ses idées fondamentales sur la nation et le nationalisme, l'identité, la société civile, la souveraineté et la citoyenneté. Elle traite les réfugiés et les migrants comme des suspects et utilise des mesures antiterroristes - surveillance et contrôle, biométrie et collecte de données - à leur encontre. Ses autres défenses clés sont l'exclusion (murs,

détention et déportation) et l'externalisation des frontières, ignorant sa responsabilité en matière de recherche et de sauvetage. La militarisation, les nouvelles technologies, la grandiloquence autoritaire, la criminalisation de la désobéissance civile et la solidarité sont également des éléments essentiels. L'Union européenne continue de "gérer" aveuglément la crise et d'instrumentaliser les migrations forcées pour son propre bénéfice politique.

L'hypocrisie gouverne les règles - L'humanitarisme sélectif de l'Europe

La guerre d'Ukraine a mis en lumière le racisme et les doubles standards endémiques de nos structures européennes. Face à des millions de réfugiés européens blancs et chrétiens, elles ont permis de contourner la lourdeur du système d'asile et ont accordé aux Ukrainiens le refuge dont ils avaient besoin. Tous les États membres (EM) assurent la solidarité et la réinstallation sans drame. Tout aussi important, ces réfugiés sont présentés comme éduqués, intelligents et cultivés, leur identité et leur passé ne sont pas remis en question et ils ne sont pas stéréotypés comme des terroristes ou des infiltrés potentiels. Il n'y a pas de brouillard de distance ou de sentiment d'altérité : Les Ukrainiens sont blancs et européens. Le contraste avec les personnes de couleur qui ont réussi à fuir l'Ukraine ne pourrait être plus grand. Ils ont été exclus des trains d'évacuation, ont subi la ségrégation, ont dû attendre des jours à la frontière et ont parfois été repoussés. Ceux qui ont réussi à atteindre l'Union européenne ont été confrontés à des obstacles plus importants : leurs permis ont été remis en question et ils ont été poussés à retourner dans leur pays d'origine.

Pour ceux qui se trouvent en dehors de l'Europe, c'est un régime sécuritaire, dans lequel ils sont déjà criminalisés, qui les attend. Les politiciens et les médias utilisent leur tribune pour diaboliser ceux qui cherchent refuge en Europe. Les migrants de couleur qui, contre toute attente, sont arrivés en Europe, entament un nouveau voyage pour naviguer dans un système d'asile aliénant. Une vie quotidienne d'enfermement et d'opportunités limitées de travail et d'éducation commence. Ceux qui ont la chance d'obtenir l'asile - généralement après des mois, voire des années d'attente - voient leur soulagement s'envoler. Le travail, le logement, l'éducation, la santé - voire la vie ! - continuent de se faire rares. L'hypocrisie ne pourrait être plus claire. Les politiques migratoires de l'Europe sont manifestement racistes. Les actions de l'Europe révèlent un cadre politique motivé par les gains économiques et les intérêts sécuritaires, souvent au détriment des valeurs mêmes qu'elle prétend défendre. En militarisant ses frontières, en alimentant les conflits à l'étranger et en soutenant les despotes du Sud, l'Europe a perdu toute crédibilité en tant que défenseur des droits de l'homme et de la démocratie. L'Europe profite des guerres et des conflits qui forcent les gens à fuir, pour ensuite leur refuser l'entrée lorsqu'ils arrivent en quête de sécurité. L'Europe tire profit des forces mêmes qui provoquent les déplacements - commerce inégal, extraction des ressources et soutien à un contrôle géopolitique hégémonique - mais rejette ceux qui sont touchés par ces pratiques.

Instruments d'oppression : La trahison des droits de l'homme par l'UE

Les questions relatives aux demandeurs d'asile et à la migration sont une "compétence partagée" dans l'Union européenne et font donc l'objet d'instruments politiques qui se chevauchent. Ceux-ci sont toutefois en cours d'harmonisation dans le cadre du nouveau pacte sur l'immigration et l'asile. Il s'agit notamment de :

- Des règles uniformes pour le contrôle des ressortissants de pays tiers :
 - Augmentation des taux de détention, étant donné que le délai de dépistage est trop court (7 jours).
 - Diminution de l'application des droits de l'homme car les arrivants sont considérés comme "n'étant pas entrés dans l'UE" malgré leur présence physique sur le territoire de l'UE - ce que l'on appelle la "fiction juridique de non-entrée".
- Créer une base de données commune d'informations biométriques pour les ressortissants de pays tiers âgés de 6 ans et plus.
- Rationaliser les procédures liées aux frontières, aux demandes d'asile et aux retours, notamment :
 - Légalisation de la discrimination fondée sur la nationalité : les procédures frontalières s'appliqueront aux personnes originaires de pays dont le taux de reconnaissance de la protection internationale est inférieur à 20 %, aux personnes originaires de "pays d'origine sûrs" ou de "pays tiers sûrs", pour des raisons de sécurité nationale et/ou de rétention d'informations. Ces personnes sont donc maintenues en détention avec moins de garanties et d'accès à une assistance juridique que dans le cadre d'une "procédure d'asile normale".
 - Accélération de l'expulsion : l'introduction d'un recours contre une expulsion n'interrompt pas la procédure. Ainsi, un demandeur d'asile peut être expulsé alors que son recours est en cours.
 - Punir les personnes vulnérables : Les familles avec enfants ne sont pas exemptées de la procédure frontalière. Cela signifie qu'elles peuvent être maintenues en détention pendant de longues périodes dans l'attente de leur dossier.
- Mettre en place un mécanisme de solidarité pour équilibrer les responsabilités au sein de l'UE. Ainsi, dans le cadre du règlement sur la gestion de l'asile et de la migration (RAMM), l'UE souhaite :
 - Maintenir le principe du premier pays d'entrée, ce qui signifie que les États membres de l'UE situés en première ligne continueront à supporter la majeure partie des arrivées, exacerbant ainsi les "installations" d'accueil déjà désastreuses dans ces pays.
 - La solidarité des pays non frontaliers qui cotisent à un fonds de l'UE au lieu d'accepter des demandeurs d'asile. Ce fonds, à son tour, pourrait contribuer à financer les murs frontaliers, les clôtures et les technologies de surveillance.

- déchirer les familles en excluant les frères et sœurs des protections normalement accordées dans le cadre du regroupement familial.
- Introduire des dérogations temporaires "de crise" permettant aux États membres de rompre leurs obligations internationales à leur guise.

Toutes ces interventions politiques ne font rien pour éliminer les préoccupations existantes, qu'il s'agisse du système défaillant des hotspots ou des violations systématiques des droits de l'homme sous l'œil vigilant de FRONTEX. Cette dernière a en effet connu d'énormes augmentations de budget (2763 % depuis sa création en 2006) et a été un haut lieu du lobbying d'entreprises désireuses de vendre des systèmes de sécurité et de surveillance pour mieux "protéger" l'Europe. Des drones à la collecte de données biométriques en passant par l'imagerie satellitaire et l'intelligence artificielle, ces technologies forment un réseau de surveillance sophistiqué qui suit et restreint les mouvements des migrants. Développées par des entreprises de défense européennes, ces technologies sont souvent vendues à des régimes oppressifs, où elles sont utilisées pour surveiller, détenir et opprimer les citoyens et les migrants. L'adoption de ces outils par l'Europe s'inscrit dans une approche axée sur la sécurité qui criminalise les migrations et traite les personnes dans le besoin comme des menaces plutôt que comme des individus dotés de droits et de dignité.

La société civile a critiqué le nouveau pacte sur l'immigration et l'asile. Des organisations de défense des droits de l'homme, des associations caritatives, des universitaires et des militants ont dénoncé le caractère inhumain de ce paquet de mesures et ont appelé à un réexamen urgent de ses éléments constitutifs.

Malheureusement, l'histoire montre que l'Union européenne est déterminée à protéger le "jardin" de la "jungle". Comme nous l'avons vu en 2015, l'UE a désigné les îles grecques de la mer Égée comme points chauds pour la détention obligatoire et indéfinie des migrants. Athènes a agrandi ses centres de détention et construit un mur, sur le modèle de Melilla, au niveau de la rivière Evros, afin de renforcer sa frontière avec la Turquie, avec laquelle l'UE a conclu un accord d'externalisation depuis 2016. La Hongrie a construit une clôture de sécurité et fermé sa frontière avec la Serbie ; elle détient désormais les migrants pour une durée indéterminée dans les zones de transit. Des contrôles aux frontières intérieures ont également été imposés, des murs construits ou des réfugiés refusés dans le cadre de plans de redistribution par : Allemagne, Autriche, Bulgarie, Pologne, Slovaquie, Slovénie et Tchéquie. La Croatie a reçu 100 millions d'euros de l'UE en 2018 pour patrouiller sa plus longue frontière extérieure. Aujourd'hui encore, des milliers de personnes restent bloquées dans le camp surpeuplé de Vucjak en Bosnie, un site infesté de serpents, jonché de mines terrestres, dépourvu d'électricité ou d'installations sanitaires, et construit sur une décharge chimique émettant du méthane.

Une autre innovation politique a été la poursuite de l'externalisation vers l'Afrique du Nord et le Sahel. Nous assistons non seulement à une militarisation accrue des frontières dans ces régions, financée et dirigée par l'UE, mais aussi à l'externalisation du traitement des demandes d'asile dans ces régions.

Depuis 2015, en menaçant de réduire son aide, l'UE a soumis l'Éthiopie, le Niger, le Maroc, le Sénégal et le Soudan - parfois contre la volonté de leurs propres populations. Les négociations secrètes ont aveuglé la société civile et de nombreux Africains ne sont pas au courant des actions de leurs gouvernements au service

de l'UE. Malgré la rhétorique, c'est l'externalisation qui force les migrants à passer entre les mains des passeurs pour franchir les points de contrôle, traverser les frontières et les clôtures, échapper aux prisons et finalement embarquer sur de petits bateaux dangereux.

L'UE préfère donc, par principe, envoyer les détenus capturés en Libye dans des centres de traitement de transit au Sahel, principalement au Niger, qui a aboli la liberté de circulation et fait du transport de migrants un crime. L'externalisation de l'Europe en Algérie a fermé ses frontières même à ses propres citoyens et a empêché les Africains de l'Ouest et du Centre d'entrer en Libye : les fonctionnaires les obligent à marcher à travers le désert jusqu'au Niger. C'est une tragédie largement méconnue que l'UE est en train de créer : deux fois plus de personnes meurent dans le Sahara que dans la Méditerranée, tandis que les passeurs, dont les activités financent également le terrorisme, s'enrichissent.

L'anneau de l'externalisation s'étend plus loin. La Tunisie a été contrainte de criminaliser les tentatives d'émigration vers l'Europe sans documents valides. La République démocratique du Congo a introduit des passeports biométriques à 160 euros, inabordable pour la plupart, produits par un consortium arabo-belge. Le Soudan construit de nouveaux postes frontières et le Maroc accepte les expulsés, même les non-citoyens. L'Égypte déploie des soldats pour bloquer les routes migratoires, tandis que le Sénégal permet à des officiers européens de prendre le commandement. En Afrique de l'Ouest, la politique de l'UE consistant à renforcer les contrôles aux frontières des membres de la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) perturbe les migrations saisonnières et circulaires, contrevient au protocole de la CEDEAO sur la libre circulation et alimente les abus et les extorsions de la part des gardes-frontières. Elle ralentit le développement et affaiblit les mécanismes de survie économique.

Réponse politique - Création d'un cadre de migration sans cruauté

- **Mettre fin à l'externalisation des frontières de l'Union européenne** : Mettre fin aux accords de contrôle des migrations de l'Union européenne qui confient l'application des frontières à des régimes autoritaires, y compris, mais sans s'y limiter, les accords de migration UE-Turquie, UE-Soudan, UE-Tunisie et UE-Libye. Cette politique permet à l'Europe d'assumer la responsabilité directe du respect des droits de l'homme et de mettre fin à sa complicité dans les abus commis par des États tiers, en passant de l'endiguement à la coopération et à la dignité.
- **Transformer FRONTEX en une Agence européenne de recherche et de sauvetage (ESRA)** : Remplacer le mandat militarisé de FRONTEX par une mission humanitaire, en la redéfinissant comme l'Agence européenne de recherche et de sauvetage. L'ESRA s'attacherait à sauver des vies de migrants en mer et sur terre, à assurer aux réfugiés un passage sûr dans les couloirs humanitaires et à respecter l'engagement de l'UE en matière de droits de l'homme. Ce changement favorise la sécurité, déplace les ressources de l'exclusion vers la protection et positionne l'Europe en tant que chef de file de la politique migratoire humanitaire.
- **Abolir les lois sur l'expulsion et la détention, en particulier pour les groupes vulnérables** : Mettre fin aux politiques qui autorisent l'expulsion et la détention administrative des migrants, en mettant

particulièrement l'accent sur la protection des groupes vulnérables. Tirer parti des dispositions existantes de l'UE pour délivrer des visas humanitaires directement dans les pays d'origine ou de refuge, y compris pour les personnes touchées par le changement climatique. Cette approche respecte la dignité des migrants, facilite la création de voies d'accès sûres pour ceux qui cherchent refuge et s'aligne sur l'engagement de l'Europe en faveur des droits de l'homme.

- **Réduire les obstacles au regroupement familial des migrants :** Simplifier les procédures administratives pour le regroupement familial, en particulier pour les enfants, et éliminer les exigences linguistiques strictes qui empêchent souvent les familles de rejoindre leurs proches. Cette politique renforce l'intégrité des familles, protège les personnes vulnérables et souligne l'importance de l'unité familiale dans la politique migratoire.
- **Renforcer la protection des enfants et des mineurs non accompagnés demandeurs d'asile :** veiller à ce que les enfants et les mineurs non accompagnés aient un accès immédiat aux services essentiels, notamment à l'éducation, aux soins de santé et au regroupement familial en Europe. Donner la priorité à la sécurité, au développement et à l'intégration de ces personnes au sein des communautés d'accueil, en faisant de l'Europe un protecteur des droits et du bien-être des enfants.
- **Renforcer les cadres permettant de localiser et de protéger les victimes de la traite des êtres humains et les enfants disparus :**
Mettre en place des systèmes solides pour localiser et aider les victimes de la traite des êtres humains, ainsi que les enfants et adolescents migrants qui disparaissent après être entrés en Europe. Ce cadre renforce le rôle de l'Europe dans la lutte contre la traite des êtres humains, la protection des personnes vulnérables et le soutien au rétablissement et à la réintégration des survivants.
- **Remplacer les camps de migrants par des centres d'accueil et d'hospitalité fondés sur le respect et la dignité :**
Fermer les camps de migrants de type détention et créer des centres d'accueil et d'hospitalité qui répondent aux besoins immédiats des nouveaux arrivants dans la dignité. Garantir à tous les réfugiés une protection systématique contre la discrimination, la violence, le harcèlement et les abus pendant qu'ils sont pris en charge par l'Europe. Cette politique promeut un traitement humain, favorise la sécurité et confirme l'engagement de l'Europe en faveur de la justice et de la compassion dans ses politiques migratoires.

Marginalisés et exploités : La réalité des migrants en Europe

Qu'ils soient en situation irrégulière ou qu'ils aient obtenu le statut de demandeur d'asile, l'égalité est difficile à atteindre. L'emploi et le logement restent souvent inaccessibles. Un travail sous-payé, répétitif et souvent manuel est généralement la seule option. Le logement insalubre et coûteux est le seul choix possible.

Les migrants en situation irrégulière sont particulièrement exposés à l'exploitation car ils vivent dans l'ombre de l'Europe, la face cachée de notre système économique néolibéral, et occupent des emplois sales, dégradants et dangereux, mais qui constituent une part essentielle de nombreux secteurs clés. Nombre d'entre eux occupent des emplois peu ou pas qualifiés dans l'agriculture, la construction, l'industrie manufacturière, l'hôtellerie et la restauration, à des postes à forte intensité de main-d'œuvre et peu qualifiés, avec de faibles salaires et des protections du travail limitées.

Des employeurs sans scrupules profitent des options limitées de ces migrants et de l'absence de protection juridique pour leur verser des salaires inférieurs et les soumettre à des conditions de travail médiocres, en deçà des normes légales et des normes d'emploi minimales. Le risque constant de détention et d'expulsion est utilisé comme moyen de pression par ces patrons. Les migrants n'ont aucune garantie d'être payés, le vol de salaire et les retenues sur salaire étant monnaie courante. L'absence d'opportunités d'emploi équitables rend les migrants vulnérables à l'exploitation, alimentant une économie souterraine qui profite aux employeurs au détriment de la dignité humaine. Les politiques qui restreignent l'accès des migrants à un emploi sûr et à des droits égaux en matière de travail les privent de la possibilité de participer pleinement à la société et les enferment dans des cycles de pauvreté.

En outre, elles sont exposées à un risque accru de coercition de la part des organisations criminelles pour participer au commerce de la drogue ou au travail sexuel forcé, voire pour être réduites en esclavage. Les nouveaux réfugiés, qui perdent leur allocation mensuelle de demandeur d'asile et leur aide au logement, sont également contraints à ces situations d'exploitation.

Comme ces migrants ne sont pas enregistrés dans les systèmes sociaux, ils ne peuvent pas utiliser les centres d'emploi officiels. Ils trouvent du travail par le bouche à oreille, les réseaux sociaux ou les centres de travail journalier.

Les sans-papiers ne peuvent pas bénéficier d'allocations et la conséquence la plus grave est la pauvreté alimentaire, qui frappe également les demandeurs d'asile plus durement que les citoyens. Les femmes, en particulier les mères, voient leurs besoins ignorés. Plus de deux millions de demandeurs d'asile n'ont pas droit aux services financiers classiques (tels que les comptes bancaires) ni aux services juridiques. La plupart d'entre eux ne reçoivent que de petites allocations au-delà du logement et de la nourriture de base.

Leur pauvreté s'accompagne de conditions de vie inadéquates dans des zones défavorisées et d'une détérioration de leur santé mentale et physique, à un moment où la perte de financement de la société civile a entraîné la disparition d'espaces sûrs où ils peuvent trouver un soutien et des possibilités d'apprentissage, se socialiser et acquérir un sentiment d'appartenance. Dans de nombreuses villes européennes, les migrants et les demandeurs d'asile sont relégués dans des quartiers surpeuplés et dépourvus de ressources ou dans

des abris temporaires, où ils sont souvent isolés de la communauté au sens large. Dans certains cas, les migrants sont confrontés à des politiques de ségrégation qui limitent leur accès à des logements de qualité, ce qui les marginalise encore plus et crée des conditions susceptibles d'alimenter le ressentiment et la xénophobie. Cette exclusion n'affecte pas seulement leur qualité de vie, mais entrave également leur intégration, car un logement stable est un fondement essentiel de la participation économique et sociale.

L'accès aux soins de santé et à l'éducation est également restreint, de nombreux migrants étant confrontés à des obstacles bureaucratiques qui limitent ou refusent leur accès à ces services essentiels. Cette exclusion viole les droits fondamentaux et prive les individus de la possibilité de mener une vie saine et productive. Sans accès à des soins de santé appropriés, les migrants sont plus vulnérables aux maladies et aux difficultés, ce qui a un impact non seulement sur leur bien-être, mais aussi sur la santé publique de leurs communautés d'accueil. Les obstacles à l'éducation limitent encore davantage le potentiel des migrants et les empêchent de contribuer utilement à la société, tout en affectant le développement et l'intégration des enfants migrants.

D'une manière générale, les efforts visant à réduire les lacunes en matière de protection des travailleurs migrants en situation irrégulière sont confrontés à deux défis fondamentaux. Premièrement, comment et dans quelle mesure la "loi" peut-elle être utilisée pour protéger les personnes qui vivent et travaillent "en dehors de la loi" ? Deuxièmement, comment les migrants en situation irrégulière peuvent-ils accéder à leurs droits fondamentaux et les exercer de manière significative lorsque leur statut de résident irrégulier les rend susceptibles d'être expulsés ? Ces deux questions, qui concernent les limites de la protection juridique et la tension entre la promotion des droits et les politiques de contrôle de l'immigration, sont au cœur des débats politiques sur les droits des travailleurs migrants en situation irrégulière.

Certaines administrations nationales, régionales et locales s'efforcent d'améliorer les conditions quotidiennes des migrants en situation irrégulière, notamment par les moyens suivants :

- Autoriser les demandes d'indemnisation pour les salaires impayés - bien que les demandes soient rares car les migrants irréguliers ont des difficultés à traiter avec les autorités.
- Accorder des exemptions d'arrestation et de détention pour la recherche d'un emploi, comme c'est le cas en Irlande.
- Régularisation des diplômés des établissements d'enseignement supérieur, comme en Allemagne, ou des personnes qui souhaitent être formées pour combler les pénuries de main-d'œuvre, comme en Espagne.

Bien qu'il existe de nombreux autres exemples, ces approches politiques ne sont pas harmonisées à travers l'Europe et sont principalement conçues pour répondre à des problèmes commerciaux ou à des pénuries de main-d'œuvre. Les hommes politiques et les groupes de droite se contentent par ailleurs de répandre leur mépris des migrants et leurs messages racistes. Les médias jettent de l'huile sur le feu, la vérité ne permet plus une discussion et un débat authentiques, et les gouvernements sont soumis à une pression massive pour rejeter les migrants.

Réponse politique : Sauvegarde des droits et de la dignité des migrants

- **Mettre fin aux distinctions arbitraires entre les types de migration**
Éliminer les catégories restrictives telles que "pays tiers sûr" et "premier pays d'asile" afin de garantir les droits fondamentaux de tous les migrants, quel que soit leur statut. Il s'agit notamment de
 - **Des droits économiques et sociaux complets** : Accorder à tous les migrants le droit de travailler et de se syndiquer sans restrictions, l'accès à la sécurité sociale et aux pensions, les voies d'accès à la résidence permanente et à la naturalisation, et l'accès au logement et aux soins de santé, y compris les conseils sur les traumatismes et le soutien à la santé mentale.
 - **Plein exercice des droits civils et politiques** : Supprimer tous les obstacles empêchant les migrants de participer à la politique électorale, en veillant à ce qu'ils aient voix au chapitre dans les processus démocratiques.
 - **Liberté de circulation et accès à la justice** : Garantir la liberté de circulation en Europe et fournir une représentation juridique gratuite à tous les migrants afin de garantir un traitement équitable au regard de la loi.
- **Garantir un accès illimité aux opportunités de vie et de travail**
Veiller à ce que tous les migrants aient un accès équitable aux ressources qui soutiennent le développement professionnel et personnel en.. :
 - **Accélérer la reconnaissance des diplômes étrangers** : Rationaliser les procédures de reconnaissance des diplômes et des qualifications professionnelles obtenus à l'étranger.
 - **Proposer des formations professionnelles et des cours de langue** : Offrir des programmes gratuits et adaptés pour faciliter l'intégration des migrants, améliorer leur employabilité et soutenir leur développement professionnel.
 - **Renforcer les compétences interculturelles dans les secteurs public et privé** : Favoriser des lieux de travail et des communautés inclusifs en renforçant les compétences interculturelles des employés des secteurs public et privé.
- **Garantir des normes européennes en matière de droits et de protection des travailleurs migrants**
Mettre en œuvre une législation européenne accordant à tous les travailleurs migrants, quel que soit leur statut, le droit à un salaire équitable, à des conditions de travail sûres et à la protection contre l'exploitation. Créer des systèmes accessibles permettant de dénoncer le vol de salaire et les abus sur le lieu de travail sans craindre l'expulsion ou la détention, en harmonisant les protections pour valoriser les contributions des migrants et soutenir la justice économique.
- **Élargir l'accès financier et le soutien aux migrants et aux demandeurs d'asile**
Demander à tous les États membres de permettre aux migrants et aux demandeurs d'asile d'ouvrir des comptes bancaires de base et d'accéder aux services financiers essentiels. Cet accès

permettrait d'assurer la stabilité financière, de prévenir l'exploitation et de favoriser l'inclusion dans l'économie formelle.

- **Renforcer l'égalité des sexes dans les politiques de migration et d'asile**
Intégrer des politiques sensibles au genre dans tous les aspects de la migration, en garantissant un soutien global aux femmes et aux individus différents sur le plan du genre :
 - **Reconnaître les motifs fondés sur le sexe pour l'obtention du statut de réfugié** : Inclure les persécutions fondées sur le sexe dans les motifs légitimes de demande de statut de réfugié.
 - **Fournir des installations et des services tenant compte des spécificités de chaque sexe** : Offrir, sur demande, des installations sanitaires et de couchage séparées selon le sexe et faire appel à des enquêtrices et des interprètes féminines pour les femmes qui demandent une protection.
 - **Développer les services d'aide aux victimes de traumatismes et de garde d'enfants** : Mettre la thérapie des traumatismes à la disposition de tous les demandeurs d'asile, avec un soutien spécifique pour les survivants de la violence sexiste, et fournir des services de garde d'enfants de qualité pendant les examens et les entretiens.
 - **Permettre un statut juridique indépendant** : Permettre aux migrants de demander l'asile ou d'obtenir un statut juridique indépendamment de leur conjoint, afin de promouvoir l'autonomie et la sécurité.
- **Garantir des soins de santé universels à tous les migrants**
Veiller à ce que tous les migrants aient accès à des services de santé complets, y compris des soins préventifs, un soutien en matière de santé mentale et des services de prise en charge des traumatismes, en supprimant les obstacles administratifs. Cet accès universel favorise le bien-être des migrants et renforce la santé publique dans les communautés d'accueil.
- **Promouvoir des politiques de logement inclusives pour les migrants**
Développer des programmes de logement qui offrent aux migrants des logements stables et de qualité, intégrés dans des communautés plus larges plutôt que dans des zones isolées ou surpeuplées. Faciliter l'accès à un logement digne favorise la cohésion sociale et soutient l'intégration à long terme.
- **Faciliter la reconnaissance mutuelle des décisions en matière d'asile dans toute l'Europe**
Adopter une législation permettant la reconnaissance rapide et automatique des décisions positives en matière d'asile dans toute l'Europe, afin de permettre aux migrants bénéficiant d'un statut protégé de se déplacer et de s'installer là où les possibilités correspondent à leurs besoins. Cette approche harmonisée renforce la stabilité et permet aux migrants de contribuer efficacement à la société.

Des communautés d'accueil sous pression : Répondre aux besoins des communautés locales

Nous sommes témoins du fait que les gouvernements européens installent les nouveaux arrivants dans des régions en déclin économique, les laissant dans un état de besoin et de déresponsabilisation. En raison notamment du système dit des "points chauds", les régions qui souffrent des mesures d'austérité et les communautés pauvres des États européens les plus riches supportent le poids de l'accueil des migrants.

En exacerbant les tensions et en dressant un groupe contre un autre, les attitudes xénophobes émergent, ce qui conduit à un flux constant de soutien à des politiques inhumaines qui cherchent à ériger des murs autour de l'Europe. Le racisme structurel, historiquement ancré à tous les niveaux de gouvernement, renforce l'exclusion et la criminalisation. Les personnes sont racialisées à différents degrés et de différentes manières. Au niveau local, les frontières raciales deviennent plus visibles et nuisent à la cohésion de la communauté.

Ainsi, l'austérité et le contrôle des migrations entraînent une polarisation de la société et les forces autoritaires s'en servent pour diviser davantage la société et gagner du pouvoir. Cette situation est dangereuse à court et à long terme, car elle conduit à la violence et sape la démocratie.

En d'autres termes, c'est le désinvestissement à long terme dans l'emploi, l'éducation et les services de santé publique qui est responsable des problèmes rencontrés par les nouveaux arrivants et les autochtones dans les communautés d'accueil, et non la migration.

Nous donnons la priorité à la démocratie, en reconnaissant que c'est la société civile et les populations locales qui s'engagent dans la lutte pour les droits et qui surmontent les obstacles institutionnels à l'inclusion. Ils sont conscients des défis et des besoins de leurs localités, ils savent ce qu'il faut faire et comment le faire. C'est pourquoi des politiques concrètes et des mesures applicables doivent être élaborées dans le cadre d'un processus participatif qui les concerne également.

Néanmoins, les migrants forcés ne doivent pas être les seuls bénéficiaires de l'aide, ils sont des acteurs politiques sur un pied d'égalité avec les membres de la communauté d'accueil. Sans leur participation, aucune analyse des besoins de la communauté, aucune proposition de mesures concrètes, aucune mise en œuvre ne peut être efficace ou complète.

Réponse politique : Renforcer les capacités des communautés d'accueil et des migrants

Pour restaurer et renforcer les communautés d'accueil, nous proposons ce qui suit :

- **Abroger le système de Dublin et abolir l'approche des "points chauds"** : Remplacer le système de Dublin, qui a échoué, et démanteler l'appareil des "points chauds" par un mécanisme centralisé de relocalisation équitable des migrants dans les communautés européennes. Ce système tiendrait compte à la fois des préférences des nouveaux arrivants - telles que les liens familiaux, la langue et les connexions culturelles - et des capacités des communautés d'accueil. L'alignement des préférences

des migrants sur les besoins locaux favorise une intégration équilibrée, soutient la résilience des communautés et renforce la cohésion sociale.

- **Faciliter la création de coopératives de travail pour les migrants et les communautés d'accueil :** Fournir des formations, des ressources et des financements pour soutenir la création de coopératives de travailleurs dirigées par des migrants et des membres des communautés d'accueil. Ces coopératives favoriseraient la résilience économique locale, remédieraient aux pénuries de main-d'œuvre et encourageraient la collaboration interculturelle, offrant ainsi des emplois stables et dignes et une prospérité partagée à tous les membres de la communauté.
- **Créer des assemblées inclusives pour une prise de décision démocratique :** Créer des assemblées incluant toutes les parties prenantes - aux niveaux européen, national et local - afin de permettre l'expression politique organisée des migrants et des communautés d'accueil. Ces assemblées, sélectionnées par sortition, faciliteraient la participation de l'ensemble de la communauté aux décisions qui ont un impact sur leur vie. Cet engagement démocratique favorise la cohésion sociale, instaure la confiance et approfondit l'intégration en centralisant les voix des communautés.
- **Soutenir les centres communautaires pour les échanges culturels et éducatifs :** Financer de manière permanente des centres communautaires dans les régions d'accueil où les migrants et les résidents locaux peuvent participer à des activités culturelles, sociales et éducatives communes. Ces centres serviraient d'espaces d'échange linguistique, d'ateliers de partage de compétences et de soutien mutuel, favorisant la compréhension, réduisant l'isolement et facilitant l'intégration par le partage d'expériences et la médiation culturelle.
- **Développer des programmes pour les jeunes en vue d'échanges interculturels et de développement de l'empathie :** Créer des programmes spécialisés qui associent les jeunes migrants à des pairs locaux dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur, ainsi que dans le cadre d'initiatives extrascolaires. Ces programmes favorisent les amitiés interculturelles, encouragent les échanges culturels et développent l'empathie, contribuant ainsi à cultiver une prochaine génération plus inclusive, plus compréhensive et plus unie.
- **Remplacer les centres de détention par des logements sociaux pour une vie partagée :** Fermer les centres de détention pour migrants et faciliter la relocalisation dans des logements sociaux conçus à la fois pour les migrants et les membres de la communauté à faibles revenus. Cette politique réduit la souffrance humaine, promeut la stabilité et favorise l'intégration grâce à des espaces de vie partagés, renforçant ainsi les liens sociaux au sein de la communauté.
- **Renforcer la société civile et soutenir l'économie sociale et solidaire :** Renforcer la société civile en apportant un soutien financier, institutionnel et opérationnel aux initiatives de solidarité locales, en particulier dans les communautés qui accueillent des migrants forcés. Cette approche permet de développer la résilience locale, de renforcer l'inclusion et de mettre en place des projets communautaires qui profitent à tous. Elle incite également la société civile européenne à s'engager

dans des actions décentralisées qui intègrent activement les nouveaux arrivants, créant ainsi des voies significatives et localisées vers l'intégration et la croissance partagée.

Traduction automatique pour référence interne uniquement

La main invisible de l'oligarchie : Les facteurs structurels de la migration forcée

Pour la grande majorité d'entre eux, la migration vers le premier monde est impossible. Cependant, des milliers de personnes "choisissent" un chemin périlleux pour atteindre les côtes européennes, et une multitude d'entre elles meurent d'une mort évitable en cours de route. Si diverses raisons peuvent pousser les gens à s'embarquer dans ce voyage, ce qui nous préoccupe le plus, ce sont les causes profondes qui obligent les gens à risquer leur vie pour atteindre l'Europe.

Les élites européennes ont toujours recherché leur propre prospérité au prix de l'appauvrissement du Sud : l'expansion coloniale par la dépossession était souvent considérée comme un sport d'État, les Africains étant réduits en esclavage, expédiés à travers le monde pour y travailler jusqu'à la mort, tandis que leurs pays d'origine restaient ouverts à la conquête.

Née de la bataille pour l'Empire, intensifiée par l'accumulation capitaliste et la mondialisation, la migration forcée est aujourd'hui une facette essentielle du système néolibéral. Les migrants clandestins soutiennent l'ensemble de la chaîne mondiale du travail : avilis et déshumanisés, ils sont vulnérables, expulsables, jetables, dociles et constituent une source constante de main-d'œuvre bon marché.

Le système continue de créer des crises climatiques, de la vulnérabilité, de la violence, de la précarité et des structures sociales et gouvernementales faibles. Pour les travailleurs du Sud, le néolibéralisme est synonyme d'endettement, de stagnation des salaires, d'augmentation du coût de la vie et de mobilité vers le bas. Il se traduit par une aggravation spectaculaire des inégalités sociales et économiques, de l'exclusion politique et de l'invisibilité culturelle. Cette pression conduit à une migration forcée vers l'Europe à la recherche de meilleurs moyens de subsistance.

Colonialisme, néo-colonialisme et impérialisme : Façonner le paysage des migrations

Pendant des centaines d'années avant le néolibéralisme, le colonialisme européen a provoqué des déplacements et des migrations par le biais du génocide, de l'esclavage, de la conquête et du vol de terres, de l'esclavage, de l'exploitation et de l'assujettissement de la main-d'œuvre, de l'extraction capitaliste, de la marchandisation, de la pollution, de l'oppression, de la violence militaire et de l'exploitation de la guerre. Cet héritage de destruction a jeté les bases d'une grande partie de l'inégalité mondiale que nous constatons aujourd'hui, où les coûts économiques et environnementaux du colonialisme continuent de peser sur le Sud.

Le post-colonialisme englobe les relations de pouvoir de l'Europe avec ses possessions restantes et anciennes, la création et la domination d'institutions mondiales telles que le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM). Le néolibéralisme, apparu à la fin du XXe siècle, a intensifié l'exploitation initiée par le colonialisme, transformant les structures coloniales en de nouvelles formes de contrôle économique et politique mondial. Aujourd'hui, les politiques commerciales menées par les entreprises, les programmes

d'ajustement structurel et la dépendance à l'égard de la dette poursuivent le projet impérialiste en appauvrissant le Sud, les anciennes colonies étant toujours liées à des systèmes d'exploitation et de dépendance économique.

L'impérialisme contemporain se caractérise non seulement par le contrôle économique exercé par les multinationales et les institutions financières, mais aussi par le recours croissant aux sanctions coercitives unilatérales (SCU) par les puissances occidentales, en particulier les États-Unis et l'Union européenne, pour imposer leurs programmes politiques et économiques. Ces sanctions sont souvent imposées sans autorisation légale internationale et sont utilisées comme des outils de domination impériale, favorisant la déstabilisation économique et sociale des pays ciblés. Les NGC sont déployées pour affaiblir les gouvernements souverains, restreindre le commerce et entraver le développement économique, ce qui exacerbe souvent la pauvreté et les troubles sociaux dans les pays concernés. Elles sont particulièrement dévastatrices dans les régions déjà confrontées à l'héritage du colonialisme, telles que l'Afrique, l'Amérique latine et le Moyen-Orient.

Les effets du colonialisme ne se sont pas limités aux sphères économiques et politiques. Les cultures, les langues et les systèmes de connaissances autochtones ont été systématiquement détruits ou marginalisés. Les politiques d'assimilation forcée imposées par les colonisateurs ont laissé de profondes cicatrices dans les sociétés, affectant à la fois les identités personnelles et les structures sociales collectives. La perte d'autonomie en matière d'expression culturelle et de gouvernance continue d'affecter de nombreuses anciennes colonies, contribuant aux luttes actuelles pour la renaissance et la reconnaissance culturelles.

En Afrique, par exemple, les anciens colonisateurs maintiennent leur emprise par la dépendance économique, la dette climatique et la domination militaire. Les agressions continues des entreprises et l'exploitation des ressources continuent d'appauvrir et de déplacer de nombreuses communautés dans le cadre de la poursuite de la bauxite, du charbon, du cobalt, du coltan, du cuivre, des diamants, de l'or, du fer, du pétrole, de l'uranium et du zinc. Ces ressources, extraites au profit des multinationales, conduisent souvent à la dévastation de l'environnement, au déplacement des communautés indigènes et à la crise climatique.

Les projets de développement de la Banque mondiale déplacent également des millions de personnes ; en Afrique, 11 projets ont accaparé 700 000 hectares de terres. En outre, l'Afrique abrite près de la moitié des accaparements de terres par l'agro-industrie, l'écoblanchiment exacerbant ce problème. Les accaparements verts - appropriation de terres pour la conservation, la séquestration du carbone et la production de biocarburants - combinent la dévastation sociale et économique de l'extraction des ressources naturelles avec la violence causée par les luttes armées, les conflits sociaux, la répression, les interventions extérieures, les violations des droits de l'homme, la perte de la citoyenneté et les guerres civiles. Ils déplacent les sociétés indigènes et les agriculteurs, soustraient les terres à la propriété coutumière, faussent les systèmes sociaux et érodent l'accès des femmes aux terres communes.

L'héritage du colonialisme persiste dans les pratiques néocoloniales d'aujourd'hui, où les anciennes colonies sont toujours exploitées économiquement par le biais de chaînes d'approvisionnement contrôlées par des étrangers, d'accords commerciaux internationaux et du service de la dette. Ces pratiques maintiennent les déséquilibres de pouvoir à l'échelle mondiale, en préservant la richesse du Nord tout en étouffant le

développement économique du Sud. Alors que la richesse mondiale continue d'être extraite, ces systèmes renforcent encore les inégalités créées pendant l'ère coloniale, soutenant l'exploitation des personnes et des ressources dans le Sud.

L'impérialisme moderne comprend également des interventions militaires qui ciblent des nations souveraines sous couvert d'efforts "humanitaires" ou "démocratiques", entraînant souvent une instabilité généralisée et des pertes de vies humaines. Des guerres au Moyen-Orient à la militarisation des frontières en Afrique, les puissances occidentales utilisent la force militaire pour garantir leurs intérêts géopolitiques, contrôler les ressources et réprimer les mouvements de résistance. Ces interventions ont conduit à la déstabilisation de régions entières, perpétuant les cycles de conflits, de déplacements et de pauvreté.

Réponse politique : Décoloniser la migration

- **Reconnaître les crimes de la colonisation et présenter des excuses** : Reconnaître pleinement et de manière transparente les crimes de la colonisation, notamment l'esclavage, l'exploitation des ressources, la destruction culturelle et les déplacements forcés, et présenter des excuses à cet égard, par le biais d'un processus officiel et contraignant d'excuses et de réparations. Ce processus inclurait la restitution de toutes les ressources volées, des objets historiques et des terres encore détenues par les Européens. Un mécanisme de réparation, guidé par un organisme équitable semblable à la Commission européenne de justice (CEJ) dans le Green New Deal for Europe (GNDE) de DiEM25, devrait impliquer la participation des communautés affectées. Les réparations doivent également s'étendre aux réparations climatiques, en tenant compte des dommages environnementaux causés par l'extraction des ressources à l'époque coloniale et par l'exploitation actuelle.
- **Mettre fin à l'utilisation de sanctions unilatérales et de mesures coercitives** : Cesser d'imposer des sanctions unilatérales et des mesures économiques coercitives aux pays du Sud. Remplacer ces mesures par des cadres multilatéraux fondés sur les droits de l'homme et les principes démocratiques, en veillant à ce que les décisions économiques respectent la souveraineté nationale et l'autodétermination.
- **Créer une Commission mondiale de justice anti-impérialiste** : Créer une commission chargée d'enquêter sur les structures impérialistes et de les démanteler, notamment les multinationales exploiteuses, les accords commerciaux et les institutions financières telles que le FMI et la Banque mondiale. La réduction de la dépendance à l'égard de ces structures permet un développement durable et favorise un système économique mondial fondé sur la coopération plutôt que sur l'exploitation.
- **Soutenir la guérison intergénérationnelle par le biais de programmes culturels et de santé mentale** : Affecter des fonds à des programmes de santé mentale et d'éducation qui traitent des traumatismes intergénérationnels et des bouleversements culturels causés par le colonialisme. Soutenez les initiatives de préservation du patrimoine culturel, de revitalisation des langues et de services de santé mentale gérés par les communautés. Ces programmes permettent aux

communautés de renouer avec leur patrimoine, ce qui favorise la résilience culturelle et la cohésion sociale.

- **Mettre en œuvre une réforme culturelle radicale pour démanteler les récits xénophobes :** Réformer les systèmes éducatifs et médiatiques en Europe pour donner la priorité aux études sur le colonialisme, la décolonisation et les contributions des diverses cultures au développement mondial. Amplifier les voix non-européennes, démanteler les stéréotypes nuisibles et promouvoir des récits inclusifs dans les écoles et les médias. Ce changement encourage une société plus inclusive et antiraciste et démonte les stéréotypes de longue date, en promouvant les valeurs multiculturelles.
- **Signer et ratifier la Convention internationale sur la protection des droits des travailleurs migrants :** Veiller à ce que l'Europe défende les droits de tous les travailleurs migrants en signant et en ratifiant la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, en garantissant la protection et le traitement équitable des communautés de migrants.
- **Établir un cadre d'annulation de la dette pour les pays du Sud :** Développer un cadre d'annulation de la dette qui élimine les dettes des pays du Sud contractées dans des conditions d'exploitation. En outre, rembourser les dettes déjà payées qui répondent à ces critères. L'annulation de la dette allège la pression économique, soutient la lutte contre la pauvreté et permet aux pays d'investir dans la résilience sociale et environnementale sans avoir à supporter le fardeau du service de la dette.

Traduction automatique pour référence interne uniquement

Pratiques commerciales déloyales : Exploitation économique et migration

Au cœur des relations commerciales déloyales de l'Europe se trouve la PAC (politique agricole commune) de l'Union européenne, qui pénalise les agriculteurs du Sud et aggrave la crise climatiqueⁱ. Des subventions massives génèrent d'énormes excédents en encourageant l'élevage industriel et la sélection à haut rendement. 72 % de son budget (30 milliards d'euros) sont consacrés aux paiements directs aux agriculteurs, dont 80 % vont aux 20 premiers producteurs.

Alors que 33 % des dépenses totales de l'UE sont consacrées à la PAC et que ses paiements représentent la moitié du revenu de l'agriculteur moyen, dans les pays du Sud, l'UE démantèle les subventions gouvernementales et maintient des marchés ouverts pour l'agro-industrie par le biais d'accords de partenariat économiqueⁱⁱ (APE) et d'autres accords de libre-échange.

Un objectif explicite est d'augmenter les exportations de l'UE dans des secteurs à fort volume comme la viande et les produits laitiers : bon marché et non réglementés, ils submergent les marchés locaux et marginalisent les petits producteurs, ce qui entraîne une migration urbaine incontrôlée et non durable et une explosion du nombre de citoyens pauvres souffrant d'insécurité alimentaire. Les agriculteurs restants deviennent dépendants de l'agro-industrie mondiale, à la fois pour les intrants et en tant qu'acheteurs, puisqu'ils n'ont pas d'accès direct au marché. Les multinationales dictant les prix et les conditions, ils s'endettent ou sont contraints de vendre leurs terres à de grandes exploitations mécanisées.

Les APE générateurs de pauvreté sont produits dans des contextes caractérisés par de profonds déséquilibres de pouvoir, des tactiques de diviser pour régner et l'influence des entreprises. Les "partenaires" sont empêchés de protéger les industries locales et de développer la capacité d'exporter des produits finis de grande valeur, ce qui renforce la dynamique coloniale et néocoloniale consistant à ignorer les besoins de subsistance, à exporter des matières premières pour alimenter les industries européennes et à importer en retour des produits transformés. Les APE imposent la libéralisation du commerce et le démantèlement tarifaire à des pays qui ne sont pas prêts à concurrencer les entreprises européennes. Ils empêchent le développement durable, perturbent les marchés intérieurs et les perspectives d'industrialisationⁱⁱⁱ, réduisent les recettes douanières provenant des droits de douane, enferment dans des relations économiques asymétriques et inégales et donnent la priorité aux intérêts de l'UE dans la lutte contre l'immigration irrégulière.

Bien que fonctionnant selon des modalités différentes, les relations commerciales de l'Amérique latine^{iv} avec l'UE ont toujours été tout aussi inégales : la région exporte également des produits de base et dépend fortement de l'importation de produits industriels manufacturés. L'UE accède aux ressources naturelles^v mais dévaste la population locale, détruit l'habitat, contribue à la crise climatique et maintient la dépendance. Elle soutient l'industrie de l'extraction où les violations des droits de l'homme^{vi} et des normes de travail sont courantes, et l'expansion minière qui entraîne une augmentation des conflits entre les populations locales, les entreprises et les gouvernements^{vii}. Dans l'UE et en Amérique latine, la transparence et la participation de la société civile ou des communautés à l'élaboration des politiques sont limitées - les politiques favorables aux

entreprises ne tiendront jamais compte des implications en matière de développement, de droits de l'homme, d'environnement ou de migration.

Réponse politique : Mettre fin aux structures d'exploitation

- **Transformer la politique agricole commune (PAC) :** Mettre fin aux subventions qui favorisent l'agriculture industrielle à grande échelle et conduisent à des exportations excédentaires qui nuisent aux agriculteurs du Sud. Réorienter les fonds de la PAC pour soutenir les pratiques agroécologiques durables, à petite échelle, en Europe et à l'étranger, en favorisant la biodiversité et la résilience des systèmes alimentaires locaux. Cette approche permet de réduire les distorsions du marché, d'aligner les politiques de l'UE sur les objectifs de durabilité et de créer des conditions équitables pour les agriculteurs du Sud.
- **Mettre en œuvre une politique alimentaire commune soutenant les systèmes alimentaires du Sud :** Intégrer une politique alimentaire commune qui garantisse que les accords commerciaux de l'UE soutiennent les systèmes alimentaires durables dans les pays du Sud. Limiter les exportations qui perturbent les marchés nationaux et soutenir les pratiques agricoles résistantes au climat, sauvegarder la souveraineté alimentaire, promouvoir l'agriculture durable et renforcer les systèmes alimentaires locaux.
- **Abolir les mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États (ISDS) :** Supprimer les clauses ISDS des accords commerciaux et les remplacer par des systèmes de règlement des différends axés sur les communautés et donnant la priorité à la justice environnementale et au bien-être public. Cela permet aux communautés locales de contester les pratiques nuisibles des entreprises sans crainte de représailles, en protégeant la souveraineté et en empêchant les entreprises de dominer les politiques locales.
- **Rendre obligatoires les accords de transfert de technologie dans les secteurs clés :** Exiger des accords de transfert de technologie du Nord vers le Sud dans des domaines tels que les énergies renouvelables et les soins de santé, afin de garantir l'accès aux technologies de pointe sans licences restrictives. Le transfert de technologie favorise une industrialisation durable, soutient l'innovation locale et réduit la dépendance à l'égard des entreprises du Nord.
- **Interdire les acquisitions de terres par les entreprises européennes sous couvert de conservation :** Interdire les acquisitions de terres par les entreprises européennes dans les pays du Sud, souvent justifiées par la "conservation" ou la "compensation carbone". Établir un cadre mondial pour protéger les régimes fonciers coutumiers et permettre aux communautés de conserver leur souveraineté sur leurs terres, afin d'éviter les déplacements, de soutenir la biodiversité et d'encourager la gestion durable des ressources naturelles.
- **Promouvoir l'autosuffisance économique régionale dans les pays du Sud :** Soutenir l'autosuffisance économique régionale en donnant la priorité aux industries locales, à la souveraineté alimentaire et au commerce régional plutôt qu'aux modèles axés sur l'exportation. Faciliter les accords régionaux

qui permettent aux pays de commercer dans des conditions équitables, en se concentrant d'abord sur la satisfaction des besoins locaux. Cette approche réduit la dépendance à l'égard du Nord, renforce la résistance aux fluctuations du marché et favorise la solidarité régionale.

- **Créer des institutions financières régionales souveraines libres des conditions imposées par le FMI et la Banque mondiale :** Créer des institutions financières régionales dans les pays du Sud qui financent des projets de protection sociale, d'infrastructure et de développement durable, sans les conditions d'austérité imposées par le FMI ou la Banque mondiale. La souveraineté financière permet aux pays de poursuivre un développement basé sur les besoins locaux, favorisant ainsi des économies fortes et autonomes.
- **Consacrer le droit des pays du Sud à contrôler les ressources naturelles :** Reconnaître et protéger la souveraineté des nations du Sud sur leurs ressources naturelles, en interdisant aux entreprises étrangères d'exploiter les ressources sans compensation équitable ni propriété locale. Nationaliser les secteurs critiques et établir des mécanismes de partage des bénéfices pour les communautés locales, afin de garantir que les bénéfices restent dans les communautés locales et de soutenir le développement durable.
- **Redéfinir les relations commerciales mondiales :**
 - o Fermer les paradis fiscaux et appliquer une fiscalité équitable : Exiger que les bénéfices soient imposés là où ils sont générés, en supprimant les échappatoires fiscales qui drainent les ressources des pays du Sud.
 - o Réécrire l'accord de Samoa : Réviser l'accord de Samoa pour permettre aux partenaires de protéger les industries locales, d'exporter des produits finis et de développer les secteurs de la connaissance.
 - o Séparer le contrôle des migrations des accords commerciaux : Exclure les clauses relatives au contrôle des migrations des accords économiques, en axant la politique commerciale sur les objectifs économiques et de développement plutôt que sur la dissuasion des migrations.
 - o Cesser de financer les projets d'extraction de ressources naturelles qui entraînent l'exode des populations : Mettre fin au financement européen des projets d'extraction des ressources naturelles qui déplacent les communautés, en donnant la priorité au développement local plutôt qu'aux intérêts des entreprises.
 - o Offrir une compensation pour la dégradation de l'environnement : Obliger les entreprises à indemniser les communautés locales pour les dommages environnementaux causés par leurs activités, en les tenant responsables des impacts sur les personnes et les écosystèmes.
 - o Garantir une élaboration inclusive de la politique commerciale : Mettre en œuvre des processus d'élaboration de la politique commerciale inclusifs et transparents qui impliquent la société civile et les acteurs communautaires du Sud. Cette approche permet d'aligner les politiques commerciales sur les droits de l'homme, le développement local et la durabilité

environnementale, en instaurant la confiance et la responsabilité dans les relations commerciales mondiales.

Traduction automatique pour référence interne uniquement

Injustice climatique : Les déclencheurs environnementaux du déplacement

La colonisation a englobé les biens communs atmosphériques : l'expansion industrielle et la surconsommation d'énergie étaient fondées sur l'exploitation du capital naturel "gratuit". Tout a été marchandisé ; le carbone stocké depuis des millénaires dans les arbres et le sous-sol a été pillé et des gaz à effet de serre ont été émis. Désireux de préserver le statu quo, les néolibéraux affirment aujourd'hui que les entreprises sont les championnes de la science, mais l'industrie européenne ne cessera d'émettre du CO² que lorsqu'elle ne sera plus rentable.

Bien qu'elle ne produise actuellement que 8 % des émissions mondiales de carbone, les émissions cumulées de l'UE depuis la révolution industrielle en font le deuxième plus grand pollueur de tous les temps, avec 22 %. Les combustibles fossiles restent profondément ancrés dans ses économies : la majorité des États membres sont des producteurs de pétrole et de gaz ; en Pologne, le charbon est encore roi, tandis qu'en Allemagne, il s'agit d'une addiction. Dans l'ensemble, l'Europe est le troisième plus grand émetteur mondial de gaz à effet de serre, l'Allemagne produisant la plus grande part en tant que plus grand consommateur de charbon de l'UE. Lors de la COP26, le Danemark, la France et l'Allemagne se sont mis d'accord pour restreindre le financement public de l'énergie au charbon d'ici 2030 ; la Pologne est revenue sur cet accord et a fixé l'année 2049 comme nouvel objectif.

Les subventions européennes en faveur de la houille et du lignite, du pétrole et du gaz prennent de nombreuses formes : paiements directs, allègements fiscaux et exonérations, marché des capacités^{viii} et système d'échange de quotas d'émission (SCEQE). L'industrie des combustibles fossiles a reçu plus de 123 milliards d'euros rien qu'en 2022 sous la forme de subventions directes, d'allègements fiscaux et d'exonérations.

Guidée par l'industrie des combustibles fossiles, l'UE cherche aujourd'hui à faire du gaz naturel liquéfié (GNL) une passerelle vers l'énergie verte, bien qu'il s'agisse d'un combustible sale, dont les émissions de méthane sont pires que celles du charbon^(ix) et dont la transition intensifiera l'effet de serre de 40 %.

Malgré la rhétorique de l'European Green Deal (EGD) net zéro, l'UE n'a guère progressé dans la réalisation des objectifs climatiques et énergétiques ; au contraire, l'intensité des gaz à effet de serre (GES) liés à l'utilisation de l'énergie a augmenté, exacerbée par l'élevage et la culture de produits alimentaires d'origine animale. Tout en essayant de réaffirmer son leadership mondial, l'UE continue à alimenter la crise : elle blâme le Sud pour les conséquences de ses propres activités économiques et n'apporte qu'un soutien minimal à la transition écologique. Pendant ce temps, les migrations induites par le climat se croisent et s'accroissent avec d'autres facteurs de déplacement. Les gens fuient les ouragans et les crues soudaines, ou les zones rendues inhabitables par la sécheresse ou la montée des eaux.

L'EGD nécessite également davantage de matières premières critiques extraites (CRM) d'Afrique, où le commerce de toutes les matières minérales énergétiques (MEM) est en pleine croissance. L'exploitation minière des MRC détruit déjà des communautés, provoque la déforestation et la désertification, pollue les

rivières et fait revivre des conditions proches de l'esclavage. La demande prévue entraînera davantage d'abus de main-d'œuvre et de conflits fonciers, accélérera la dévastation de l'environnement, aggravera les perturbations climatiques, importera les émissions de carbone de l'Europe, renforcera les dépendances technologiques et forcera les migrations.

Présentées comme des solutions fondées sur la nature, les politiques de l'UE en matière de biocarburants non durables violent les principes de justice sociale et aggravent la crise climatique. La demande européenne de biodiesel bon marché a entraîné la déforestation de 4 millions d'hectares en Asie et en Amérique du Sud. Les conducteurs européens ont brûlé 39 millions de tonnes de biodiesel de palme et de soja depuis 2010, émettant trois fois plus de CO² que le diesel ; d'ici 2030, ce chiffre passera à 173 millions de tonnes. Les financements et les incitations commerciales ont créé une ruée vers l'argent liquide de la part des gouvernements, des investisseurs et des entreprises, ce qui a des conséquences dévastatrices pour les pays du Sud.

Le fait de considérer les biocarburants comme un investissement durable a conduit au développement de mégaprojets dont les coûts sociaux et environnementaux sont élevés pour les populations les plus pauvres et les plus vulnérables, y compris les litiges relatifs aux droits fonciers qui entraînent des migrations.

L'échange de droits d'émission de carbone est une autre fausse solution de statu quo fondée sur la nature qui génère des migrations. L'idée est que les émissions générées quelque part peuvent être "compensées" en les retirant de l'atmosphère ailleurs ou en les stockant sous terre. Mais la logique d'émission, de compensation et de capture du SCEQE est une injustice climatique néocoloniale sous une nouvelle forme. Elle permet d'aggraver la dégradation de l'environnement en encourageant la déréglementation, en marchandisant les ressources foncières et forestières, et même l'air que nous respirons.

Alors même qu'elle ne respecte pas ses engagements en matière de financement de la lutte contre le changement climatique et que son mode de vie se fait aux dépens des pays du Sud, l'Europe fait des pays à fortes émissions comme l'Inde des boucs émissaires et ignore les défis auxquels ils sont confrontés. Sa demande alimente la crise : coincés dans leur rôle de producteurs de matières premières, de nombreux pays du Sud ne peuvent opérer une transition verte sans une alternative de développement tout aussi lucrative. Les États membres de l'UE, le FMI et la Banque mondiale continuent de financer des projets liés aux combustibles fossiles dans les pays du Sud ; l'UE y consacre 100 milliards de dollars. Après la Chine, l'Allemagne est le deuxième investisseur dans les combustibles fossiles en Afrique, avec 500 millions de dollars par an, principalement en Afrique du Nord et au Nigeria, où sa multinationale Siemens est impliquée dans la production de gaz. L'Italie investit 300 millions de dollars par an dans les pays où sa société pétrolière ENI opère. Après la Banque mondiale, les deuxième et troisième donateurs multilatéraux les plus importants sont la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), qui investissent ensemble 800 millions de dollars par an. Le partenariat énergétique Afrique-UE donne également la priorité aux combustibles fossiles, en doublant la production de GNL et les exportations vers l'UE.

La crise climatique renforce et amplifie les inégalités. Les pays du Sud, dont les émissions sont les plus faibles, supportent 90 % des coûts et 98 % des décès dus aux incendies, aux inondations, à la sécheresse, à la famine, aux maladies et aux déplacements de population. Il est le plus touché par la fréquence et l'intensité accrues des sécheresses, des vagues de chaleur, des inondations, de l'élévation du niveau de la mer et des tempêtes ; les régions les plus chaudes souffrent le plus de la hausse des températures et de la variabilité du climat. Les pêcheries et les communautés côtières sont parmi les plus vulnérables : les écosystèmes marins souffrent du réchauffement et de l'acidification des mers. Les plus pauvres émettent le moins de gaz à effet de serre, mais subissent les pires pertes économiques, la pénurie d'eau et l'insécurité alimentaire, ce qui entrave le développement et provoque des migrations.

Réponse politique : Lutter contre les inégalités climatiques dans les migrations

Le nouveau pacte vert pour l'Europe (Green New Deal for Europe - GNDE) de DiEM25 décrit 85 interventions politiques pour faire face à la crise climatique, y compris des mesures telles que :

- **Mettre fin au soutien politique et aux subventions en faveur des combustibles fossiles** : Cesser toute politique de soutien et de subvention aux combustibles fossiles et aux autres industries émettrices de carbone. Mettre en œuvre des mesures visant à pénaliser les investissements dans les combustibles fossiles, tant dans le secteur public que dans le secteur privé, comme le prévoit le Green New Deal pour l'Europe de DiEM25.
- **Développer le financement inconditionnel de la lutte contre le changement climatique et le transfert de technologies vers le Sud** : Fournir un soutien au financement de la lutte contre le changement climatique et au transfert de technologies vers le Sud, indépendamment de l'aide à l'atténuation et à l'adaptation. Éviter de faire des pays du Sud à fortes émissions des boucs émissaires et respecter leur souveraineté dans la détermination du rythme de leur propre transition.
- **Créer l'Agence des travaux publics écologiques (TPE)** : Créer une agence d'investissement public qui canalise les ressources de l'Europe dans des projets de transition écologique à travers le continent, en promouvant les infrastructures durables, les énergies renouvelables et la restauration de l'environnement.
- **Lier le financement du GPW à des normes de marchés publics durables** : Exiger que tous les financements de la BPM soient conformes à des critères stricts en matière de marchés publics qui donnent la priorité aux matériaux écologiques, à l'énergie sans fossile et à la création de richesses au sein des communautés. Veiller à ce que les financements ne soient accordés qu'aux autorités qui s'engagent à respecter les principes fondamentaux de la démocratie, de la transparence et de la durabilité.
- **Réformer les normes prudentielles mondiales pour pénaliser les investissements dans les combustibles fossiles** : Intervenir dans la conception des normes prudentielles mondiales, telles que le cadre de Bâle, afin d'introduire des exigences de capital punitives pour les investissements dans

des projets et des entreprises à forte intensité de combustibles fossiles et destructeurs de l'environnement.

- **Introduire une directive sur les atteintes à l'environnement** : Reconnaître que la destruction de l'environnement est une menace pour la vie humaine et non humaine en codifiant la responsabilité civile pour les dommages causés au climat et à l'environnement. Imposer une responsabilité personnelle et punitive à ceux qui profitent de la pollution, en les tenant pour responsables des dommages causés à l'environnement.
- **Créer une commission de justice environnementale (EJC)** : Créer une commission chargée de surveiller et d'appliquer les principes du GNDE, en mettant l'accent sur la justice environnementale :
 - **Permettre au CJE d'enquêter sur les questions de justice environnementale** : Permettre au CJE d'enquêter sur les questions de justice environnementale et de proposer des recommandations aux organes législatifs en Europe et ailleurs.
 - **Aborder la dimension internationale de la justice environnementale** : Demander au CJE d'examiner les questions de justice environnementale au niveau mondial, y compris les relations commerciales internationales et les réglementations régissant les sociétés transnationales.
 - **Mettre l'accent sur la justice intergénérationnelle** : Veiller à ce que le CEJ s'attaque aux injustices du passé tout en promouvant des mesures qui garantissent un monde habitable pour les générations futures.

Outre ces propositions du GNDE, DiEM25 insiste sur la nécessité d'une transition écologique équitable financée par les plus riches, à commencer par les 1 % les plus riches, qui détiennent près d'un tiers de l'ensemble des richesses en Europe.

Complicité avec l'autoritarisme : Le soutien de l'UE aux dictateurs

Le regain d'intérêt de l'UE pour le contrôle des migrations, en particulier en provenance d'Afrique, s'accompagne d'alliances, d'aide et d'armement permettant aux dictateurs d'étendre leur pouvoir et de professionnaliser leur appareil de sécurité. Les régimes les plus coopératifs sont ceux qui profitent le plus : les régimes autoritaires ou totalitaires tels que l'Égypte^x, l'Érythrée^{xi}, la Tunisie, l'Éthiopie et la Libye.

Bien que les accords de l'UE contiennent une clause relative à la démocratie et aux droits de l'homme, dans la plupart des cas, elle cherche à renforcer la coopération en matière d'aide et de commerce avec les autocrates^{xii}. En 2018 et 2019, les régimes non démocratiques ont reçu 84 % de l'aide au développement de l'UE, sans aucune condition de gouvernance. Les élections non libres sont également ignorées. Bien que les élections inéquitables de 2019 en Thaïlande aient renforcé le pouvoir des militaires, elles ont permis de débloquent les négociations sur un accord de libre-échange (ALE). Après que le gouvernement a volé les élections kényanes de 2017, l'UE a augmenté son aide de 4,5 milliards d'euros. En 2015, l'aide à l'Éthiopie a augmenté même après que le régime a affirmé avoir remporté 100 % des sièges lors des élections législatives et a renforcé la répression à l'encontre de la société civile. Le Pakistan, le Bangladesh et l'Égypte ont également bénéficié d'une carte blanche pour leurs élections inéquitables.

Malgré le code de conduite de l'UE sur les ventes d'armes, les États membres ont augmenté leurs exportations d'équipements militaires vers des régimes dictatoriaux et leurs ventes de technologies à double usage utilisées pour la surveillance numérique des activistes. Ils ont notamment vendu à l'Azerbaïdjan, à l'Égypte, à l'Éthiopie, au Kazakhstan, à la Syrie, à la Libye et à l'Arabie saoudite.

Aujourd'hui, alors que l'UE se concentre sur le contrôle des migrations, aucun dictateur n'est trop meurtrier pour être soutenu, aucun gouvernement n'est trop atroce pour être traité. Les défenses anti-migrants de l'Europe comprennent un réseau de tyrans volontaires qui font le sale boulot à l'abri de la responsabilité publique européenne mais ouvertement chez eux, renforcés par l'aide, l'armement et l'entraînement de l'Europe. Ironiquement, les politiques oppressives de ces régimes autoritaires et corrompus stimulent l'immigration forcée.

Profiter des conflits : Le commerce des armes et son impact

Le commerce des armes en Europe est à l'origine de destructions et d'une instabilité généralisées et provoque des déplacements massifs de population. Les populations sont contraintes de fuir, parfois vers l'Europe, ce qui l'incite à militariser davantage les itinéraires des migrants et à fortifier les frontières, générant ainsi toujours plus de profits pour l'industrie. La réalpolitik des exportations d'armes implique des préoccupations politiques, économiques et industrielles : l'impérialisme et la suprématie nationale, l'hégémonie régionale et mondiale, les emplois et les profits des entreprises sont les véritables priorités, pas les droits fondamentaux et certainement pas les réfugiés et les migrants.

Le soutien à la compétitivité mondiale de l'industrie militaire et de l'industrie dite de sécurité est un objectif de l'UE. La défense et le commerce des armes sont considérés comme des secteurs nationaux stratégiques qui font partie intégrante du progrès technologique et de la création d'emplois. En outre, l'UE renforce sa puissance militaire et approfondit la collaboration en matière de sécurité dure entre les États membres, notamment par des projets d'armement conjoints via la coopération en matière de structures permanentes (PESCO), l'expansion de la capacité militaire de l'UE par le biais de la capacité de déploiement rapide et l'accélération du financement des armes.

Comme le montre la pratique, les interdictions relatives aux exportations d'armes ne sont pas prises au sérieux. Des armes sont vendues à des pays en guerre, ce qui entraîne une déstabilisation et des déplacements internes, même si la position commune européenne et le traité des Nations unies sur le commerce des armes interdisent les ventes aux auteurs de violations des droits de l'homme. Les guerres ont un impact significatif sur le climat - elles triplent presque les émissions de l'aviation civile et de la navigation maritime combinées.

Arguant que les ventes nationales ne peuvent maintenir un secteur robuste, les gouvernements sont profondément impliqués dans l'obtention de contrats d'exportation ; les investissements lourds dans l'industrie signifient qu'ils profitent lorsqu'ils accordent des licences d'exportation. Au total, l'UE est le deuxième plus grand vendeur d'armes au monde, avec 26 % des ventes mondiales, derrière les États-Unis (36 %) et devant la Russie (21 %). La France, l'Allemagne, l'Italie, le Royaume-Uni, l'Espagne, la Suède et les Pays-Bas figurent en bonne place dans les listes de marchands d'armes.

Une grande partie de ce commerce est mal surveillée et de nombreuses ventes ne sont pratiquement pas contrôlées. La France^{xiii} estime que son autonomie stratégique dépend des ventes d'armes, l'industrie allemande^{xiv} est un quasi-monopole dont les agents sont intégrés au gouvernement et à l'armée, le secteur des armes espagnol^{xv} est un pilier essentiel de son économie et exporte vers presque tous les pays impliqués dans des conflits armés qui bafouent les normes internationales en matière de droits de l'homme. La liste des clients de l'Italie (^{xvi}) est également remplie de régimes répressifs.

Le commerce des armes, les conflits et la guerre contre les migrants sont extrêmement lucratifs : même après la pandémie, les ventes internationales atteignent les sommets de la guerre froide, l'Arabie saoudite^{xvii}, l'Égypte^{xviii} et le Qatar^{xix} restant les principaux clients. Depuis 2015, ces pays - ainsi que Bahreïn^{xx} et les Émirats arabes unis^{xxi} - font partie d'une coalition contre les Houthis alignés sur l'Iran au Yémen, dans le cadre d'une guerre par procuration entre Riyad et Téhéran qui a provoqué une famine. Bien que les Nations unies et le Parlement européen aient insisté sur l'interdiction des ventes d'armes à l'Arabie saoudite, l'UE n'a pas décrété d'embargo.

Cinq des plus grands fabricants d'armes au monde sont basés dans l'UE : le transeuropéen Airbus, les français Thales et Naval Group, l'italien Leonardo et l'allemand Rheinmetall. Dans leur modèle d'entreprise, les profits sont réalisés deux fois : d'abord en vendant des armes de déplacement massif et ensuite en vendant des produits et des services destinés à empêcher les réfugiés d'entrer dans la forteresse Europe. Le secteur de la sécurité des frontières réalise des bénéfices considérables grâce aux licences et aux exportations d'armes ; ce marché en pleine expansion devrait représenter 58 milliards d'euros d'ici à 2025.

Réponse politique : Mettre fin à la complicité avec l'autoritarisme et au profit des conflits

- **Remplacer les relations de pouvoir néocoloniales par des partenariats équilibrés** : Transformer les pratiques commerciales, les relations de pouvoir et les mécanismes d'aide au développement actuels en partenariats équilibrés qui donnent la priorité à la justice sociale, environnementale et économique. Aligner les politiques commerciales et d'aide sur les principes de DiEM25, en mettant l'accent sur une coopération équitable et une gouvernance éthique. L'établissement de ces partenariats renforce la souveraineté locale, réduit la dépendance et donne la priorité à l'égalité mondiale plutôt qu'aux intérêts économiques européens.
- **Appliquer une interdiction totale du lobbying de l'industrie de l'armement** : Interdire le lobbying de l'industrie de l'armement à tous les niveaux du gouvernement européen afin d'éliminer l'influence des entreprises sur les exportations d'armes, le financement de la défense et la politique étrangère. En veillant à ce que les politiques donnent la priorité à l'intérêt public plutôt qu'au profit, on réduit l'impact de l'industrie de l'armement sur la prise de décision et on promeut la paix.
- **Défendre l'État de droit et les libertés civiles contre les technologies de surveillance** : Protéger les droits démocratiques et les libertés civiles en interdisant le développement, l'utilisation et l'exportation de technologies de surveillance et de restriction de la presse. Cela limite le rôle de l'Europe dans le renforcement des régimes qui suppriment les droits civils.
- **Négocier une nouvelle convention internationale pour l'élimination des industries de guerre** : Pionnier dans l'élaboration d'une convention mondiale visant à éliminer progressivement la fabrication d'armes et à réorienter les ressources vers l'action climatique et le développement durable. Cet accord devrait prévoir des délais précis pour mettre fin à la production d'armes et convertir les installations à des usages non militaires, afin de favoriser une évolution mondiale vers la paix et la résilience environnementale.
- **Mettre en œuvre un programme de transition juste pour les travailleurs de l'industrie de l'armement** : Élaborer un programme de transition pour reconvertir les travailleurs de l'industrie de l'armement dans des emplois du secteur vert, notamment dans le domaine des énergies renouvelables, des soins de santé et des services sociaux. Un soutien financier et professionnel aiderait les travailleurs à effectuer une transition en douceur, garantissant la sécurité de l'emploi tout en s'orientant vers une économie durable axée sur le bien-être social.
- **Interdire le commerce des armes** : interrompre puis interdire le commerce des armements, des pièces détachées, de la coopération technique et des services associés. Cela inclurait naturellement un embargo contraignant sur les exportations d'armes à destination des pays en proie à des conflits, à des violations des droits de l'homme ou à des gouvernements autoritaires. La mise en place d'un organisme indépendant chargé de contrôler le respect de cet embargo et d'imposer des sanctions

sévères en cas de violation. Cet embargo empêche les armes européennes d'alimenter les conflits, de protéger les vies civiles et de promouvoir la paix.

- **Réorienter le financement public de la fabrication d'armes vers des industries pacifiques** : Mettre fin au financement public de la fabrication d'armes et réorienter ces ressources vers les industries vertes, les soins de santé, l'éducation et les projets d'infrastructure. L'arrêt des subventions à l'armement favorise la création d'emplois dans des secteurs pacifiques, réduit l'implication de l'UE dans la prolifération mondiale des armes et renforce les communautés.
- **Gérer les conflits par le biais d'une Organisation des Nations Unies transformée** : S'engager à résoudre les conflits par le biais d'une ONU réformée, en transférant la planification et le contrôle des missions militaires et civiles européennes à l'ONU. Le renforcement du rôle de l'ONU favorise une approche multilatérale de la paix et de la stabilité, réduisant la dépendance de l'UE à l'égard des solutions militaires.
- **Cultiver une "culture de la paix" dans l'éducation, les médias et la recherche** : Donner la priorité à la création d'une nouvelle "culture de la paix" à travers l'éducation, le journalisme et la recherche, tout en privant de priorité la logique de la sécurité militarisée telle qu'elle est envisagée dans le cadre de la PESCO et de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) de l'Union européenne. S'éloigner de la militarisation favorise la sécurité humaine et la résilience, en abordant les conflits sans s'appuyer sur des solutions militaires. L'instauration d'une culture de la paix dans l'éducation et les médias contribue à modifier les normes sociétales, préparant ainsi les générations futures à privilégier la résolution des conflits par rapport à la militarisation.
- **Favoriser le non-alignement et se retirer de l'OTAN** : Réorienter l'Europe en l'éloignant des blocs de pouvoir concurrents et concentrer les ressources politiques sur la mise en place d'un nouveau mouvement des non-alignés qui fait de la paix la base de la coopération internationale. En pratique, cela signifie le retrait de l'OTAN et le démantèlement des structures de l'OTAN en Europe. La sortie de l'OTAN et la promotion du non-alignement réduisent les enchevêtrements militaires, soutiennent la souveraineté et positionnent l'Europe comme un défenseur mondial de la paix et de la diplomatie.

Unissons-nous pour une politique migratoire juste et digne

Les politiques de l'Europe, fondées sur le néocolonialisme, l'exploitation économique, la militarisation, l'injustice environnementale et les alliances avec des régimes oppressifs, continuent de contraindre des millions de personnes à entreprendre des voyages périlleux. Il est temps de reconnaître cette réalité et d'agir de manière décisive. Nous appelons les peuples et les forces progressistes d'Europe et d'ailleurs à s'unir pour une transformation profonde qui transcende les frontières :

- **Confronter et démanteler les héritages impérialistes** : Reconnaître le rôle de l'Europe dans l'exploitation coloniale et le néocolonialisme moderne. Cela signifie qu'il faut mettre fin aux pratiques d'extraction, aux accords commerciaux inéquitables et aux alliances autoritaires qui déstabilisent des régions et déracinent des vies. Cela inclut des réparations pour le Sud global, la restauration des ressources, des terres et des moyens de subsistance pris au nom de l'empire.
- **S'engager en faveur du non-alignement et de la justice mondiale** : L'Europe doit rompre avec les alliances militarisées et les agendas impériaux, en adoptant une position de non-alignement qui privilégie la paix, la coopération et la solidarité avec les peuples opprimés.
- **Élaborer des politiques de solidarité et non d'exclusion** : Passer de frontières militarisées à des politiques de compassion qui démantèlent les systèmes criminalisant la migration et soutiennent à la fois les migrants et les communautés d'accueil dans un esprit d'entraide. Les politiques devraient donner la priorité aux initiatives menées par les communautés, au soutien des coopératives de travailleurs et aux structures qui permettent aux économies locales de prospérer sans être exploitées.
- **Défendre la justice climatique et économique pour tous** : Mettre fin au rôle de l'Europe dans la crise climatique mondiale en donnant la priorité aux politiques qui respectent les droits de l'homme et soutiennent les communautés plutôt que d'enrichir les entreprises. Plaider pour des politiques qui soutiennent la souveraineté et l'autosuffisance des pays du Sud, en permettant à ces communautés de prospérer indépendamment des pratiques commerciales d'exploitation.

L'Europe se trouve à un tournant décisif. Nous pouvons soit poursuivre sur la voie de la division, soit nous élever ensemble pour construire un avenir ancré dans la libération, la solidarité, la justice et la paix. Telle est notre mission collective : rendre possible un monde sans frontières, démanteler l'exploitation qui provoque les déplacements et créer une Europe qui incarne notre humanité commune.

Le monde ne peut pas attendre. Engagez-vous avec nous, soyez solidaires et participez à un mouvement transformateur pour la justice et l'humanité, en construisant un monde où la dignité ne connaît pas de frontières.

Sélection de Bibliographie

1. Ackerman, Mark (06-05-2018) 'How The Security Industry Reaps The Rewards Of EU Migration Control' tni.org
2. ADHRB Admin (06-25-2020) 'Partners In Crime : How The Italian Banking and Weapons Industry Work Together To Perpetuate The Yemeni Conflict' adhrb.org

3. ADHRB Staff (08-05-2020) 'Dispatch On Spanish Arm Sales To the Gulf Region' adhrb.org
4. Akpan, Nsikan (9-26-2019) 'Only 2 Countries Are Meeting Their Climate Pledges. Voici comment les 10 pires pourraient s'améliorer' pbs.org
5. Alonso, Ines (10-23-2020) 'Politique agricole commune de l'UE : 4 choses à savoir sur les subventions agricoles' foodunfolding.com
6. Amante, Angelo (07-06-2021) 'Italy Eases Curbs On Arms Sales To Saudi Arabia And UAE' reuters.com
7. ANA-MPA (2019) 'Billions Spent On Fossil Fuel Subsidies In EU and Greece, Report Shows' amna.gr
8. Ankel, Sophia (11-16-2019) 'From Lockheed Martin To Airbus : These Are The 25 Largest Arms Manufacturers In the World' businessinsider.com
9. Armstrong, Martin (11-12-2019) 'Europe's Biggest Greenhouse Gas Emitters' statistica.com
10. AZOCleanTech (10-05-2021) 'Region-Wise Evaluation Of Green Hydrogen Production In Europe' azocleantech.com
11. Bassetti, Francesco (10-29-2019) 'L'ironie cruelle de la dette climatique' climateforesight.eu
12. Bayoumi, Moustafa (03-02-2022) 'They Are Civilised And Look Like Us : The Racist Coverage Of Ukraine' theguardian.com
13. Béraud-Sudreau, Lucie (03-26-2020) Les exportations d'armes françaises : Le business de la souveraineté iiss.org
14. Besch, Sophia & Beth Oppenheimer (9-10-2019) 'Up In Arms : Warring Over Europe's Arms Export Regime' Center For European Reform cre.eu
15. Birnbaum, Michael et al (11-04-2021) 'More Than 20 Countries At COP26 Promise To End Financing For International Fossil Fuel Projects' washingtonpost.com
16. Boffey, Daniel (2-12-2020) 'EU Accused Of Climate Crisis Hypocrisy After Backing 32 Gas Projects' theguardian.com
17. Bouazza, Ben Bouazza (05-26-2022) 'IOM : Up To 600 Missing At Sea In 3 Months In Central Med' apnews.com
18. Boyle, Louise (11-04-2021) 'Cop26 : Carbon Offsetting 'A New Form Of Colonialism,' Says Indigenous Leader' independent.co.uk
19. Braun, Stuart (07-28-2020) '5 Deadly Countries For Environmental Defenders' dw.org
20. Britannica (2022) 'Commerce de l'Amérique du Sud' britannica.com
21. Brooks, Libby (11-12-2021) 'Hundreds Of Global Civil Society Representatives Walk Out Of Cop26 In Protest' theguardian.com
22. Caplan, Bryan et Zach Weinersmith (2019) Frontières ouvertes : La science et l'éthique de l'immigration NY : First Second
23. CIGH Exeter (9-5-2019) 'Comment Pinochet a transformé le Chili en un modèle mondialement admiré de capitalisme autoritaire' imperialglobalexeter.com
24. Coggio, Tessa (05-06-2021) 'Europe's Tackling Of 'Root Causes' Of African Migration Has A Mixed Record' Migration Policy Institute migrationpolicy.org
25. Diallo, Rokhaya (03-10-2022) 'What Europe's Embrace Of Ukrainian Refugees Says About Its Treatment Of Others' washingtonpost.com
26. DiEM25 (2021) "Green New Deal For Europe : Blueprint For A Green Transition Edition 2" diem25.org
27. CE (1-1-2021) "Chiffres globaux des immigrés dans la société européenne" ec.europa.eu
28. SEAE (12-14-2020) 'Communiqué conjoint : Réunion ministérielle informelle UE27 - Amérique latine et Caraïbes' SEAE Berlin
29. Centre de coordination des interventions d'urgence (ERCC) (12-17-2021) 'DG ECHO Daily Map : Arrivées de réfugiés et de migrants en Europe en 2021' erccportal.jrc.ec.europa.eu
30. Energy Live News (6-24-2020) 'La vérité sur l'hypocrisie verte de l'Europe : L'UE n'a fait aucun progrès en matière d'action climatique au cours des cinq dernières années, selon Eurostat' thegwpf.com
31. Erlanger, Steve et Somini Sengupta (9-8-2021) 'Europe Unveils Plan To Shift From Fossil Fuels, Setting Up Potential Trade Spats' nytimes.com
32. EurActiv (05-20-2021) 'Hungary To Block EU's Africa-Pacific Trade And Development Deal' euractiv.com
33. Euronews (11-3-2019) 'Sept pays européens figurent dans le top 10 des principaux exportateurs d'armes dans le monde' euronews.com
34. Briefing du Parlement européen (01-01-2021) "Après Cotonou : Vers un nouvel accord avec les Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique" europarl.europa.eu
35. Eurostat (03-16-21) 'Asylum Statistics' ec.europa.eu
36. Faiola, Anthony et al (02-28-2022) 'Suddenly Welcoming, Europe Opens The Door To Refugees Fleeing Ukraine' washingtonpost.com
37. Fasan, Olu (03-19-2018) 'EU-Africa Trade Relations : Pourquoi l'Afrique a besoin des accords de partenariat économique' blogs.lse.ac.uk
38. Ferguson, Juliet (07-13-2020) 'Europe's Love Affair With Fossil Fuels' investigate-europe.eu
39. Ferguson, Juliet (10-15-2020) 'The Gas Trap : How Europe Is Investing €100B In Fossil Fuel Infrastructure' opendemocracy.net
40. Fotiadis, Apostolis et Niamh Ni Bhriain (07-28-2021) 'Smoking Guns : How European Arms Exports Are Forcing Millions From Their Homes' tni.org
41. Fox, Benjamin (11-16-2020) 'Tensions Simmer Over EU-Africa Trade Relations' euractiv.com
42. Francis, Zac (19-4-2021) "La Grande-Bretagne et l'apartheid" anewseducation.com
43. Gabbatis, Josh et Ayesha Tandon (10-04-2021) 'In-Depth Q&A : What Is Climate Justice?' carbonbrief.org
44. GIGA (02-2018) 'China Is Challenging but (Still) Not Displacing Europe in Latin America' GIGA Focus Lateinamerika1
45. Godfrey, Ken (4-3-2021) 'How The EU Can Better Avoid Bankrolling Authoritarianism' carnegieeurope.eu
46. Godfrey, Ken et Richard Youngs (17-9-2019) 'Towards A New EU Democratic Strategy' carnegieeurope.eu
47. Hamer, Martin et al (11-12-2021) 'EU Carbon Border Adjustment Mechanism Proposal And Its Relationship To The European Emission Trading Scheme' nationallawreview.com
48. Harsha Walia (2021) Border & Rule : Global Migration, Capitalism and the Rise of Racist Nationalism Chicago : Haymarket Books

49. Harvey, Fiona et al (11-13-2021) 'Cop26 Ends In Climate Agreement Despite India Watering Down Coal Resolution' theguardian.com
50. Hickel, Jason (09-2020) 'Quantifying National Responsibility For Climate Breakdown : An Equality-Based Attribution Approach For Carbon Dioxide Emissions In Excess Of The Planetary Boundary' thelancet.com
51. Hieminga, Gerben et Nadege Tillier (10-28-2021) 'High Gas Prices Triple The Cost Of Hydrogen Production' think.ing.com
52. Holtz, Leo et Chris Heitzig (02-12-2021) 'The Effects Of The Global Energy Transition In Africa : Disruption And Opportunity' brookings.edu
53. Howden, Daniel (03-10-2022) 'Europe Has Rediscovered Compassion For Refugees - But Only If They're White' theguardian.com
54. Investigate Europe (07-2020) 'Dirty Subsidies : Comment l'Europe sabote ses objectifs climatiques' investigate-europe.eu
55. Jakob, Christian et Simone Schlindwein (2019) Dictators As GateKeepers For Europe pressbooks.com
56. Johnston, Matthew (08-22-2019) 'Une brève histoire des accords commerciaux internationaux' investopedia
57. Keating, Dave (10-26-2019) 'EU Accused of Subsidising Fossil Fuels Through Capacity Markets' forbes.com
58. Knight, Ben (1-3-2019) 'German Government Cagey On Spy Cooperation In Pinochet's Chile' dw.com
59. Kurmayer, Nikolaus (10-19-2021) 'Scientists Warn Against Global Warming Effect Of Hydrogen Leaks' euractiv.com
60. Lakhani, Nina (11-16-2021) 'A Death Sentence : Les militants autochtones du climat dénoncent l'accord de la Cop26' theguardian.com
61. Langan, Mark (04-04-2019) 'Why Europe Urgently Needs To Rethink Its Unfair Trade Deals With Africa' doc-research.org
62. Lazard, Olivia (5-11-2021) 'The Much-Flaunted Climate Leadership Is Full Of Loopholes' carnegieeurope.eu
63. Lazare, Sarah (09-14-2020) 'Coloniser l'atmosphère : How Rich, Western Nations Drive The Climate Crisis' inthesetimes.com
64. Ledur, Julia et al (02-27-2022) 'Nearly A Million People Have Left Ukraine, Foreshadowing A Massive Humanitarian Crisis' washingtonpost.com
65. Leotaud, Valentina Ruiz (06-06-2021) 'New Peruvian President To Deal With Dozens Of Mining-Related Conflicts' mining.com
66. Lindsay, Frey (6-8-2019) 'Sudan Unrest Led EU To Suspend Funds For Migration Control, But Khartoum Process Should End For Good' forbes.com (Les troubles au Soudan ont conduit l'UE à suspendre les fonds destinés au contrôle des migrations, mais le processus de Khartoum devrait s'achever définitivement).
67. Lopez, Alejandro (02-22-2021) 'Spain's PSOE-Podemos Government Showers Arms Dealers With Billions In Contracts' wsws.org
68. MacKenzie, Christina (03-10-2020) 'Here's What's Behind France's 72% Jump In Weapons Exports' defensenews.com
69. Magassy, Muhammad (12-18-2020) 'Western Hypocrisy Only A Global Green New Deal Can Address The Climate Crisis' thecsपो.οrg
70. Mamedov, Eldar (12-22-2020) "The EU Should stop Coddling Middle Eastern Dictators" responsiblestatescraft.org
71. Mandour, Maged (1-8-2021) 'How The West Supports Egypt's Military Dictatorship'.opendemocracy.net
72. Margaritis, Konstantinos (2012) 'An Outline of the Europe - South Africa Relations During And Post The Apartheid Era' CES Working Papers Vol. 4, Issue 4
73. Markit (11-16-2021) 'Challenges For The Planned Carbon Border Tax Measures In the EU' seekingalpha.com
74. Martin, Laura (04-26-2021) 'Avoiding 'Carbon Colonialism' : Les pays en développement ne peuvent pas payer le prix de la pollution' thehill.com
75. Martin, Nik et Ben Knight (12-27-2019) 'German Arms Exports Shoot To Record High, Hungary Biggest Buyer' dw.com
76. MEE et Agences (07-07-2021) 'L'Italie lève l'interdiction sur les ventes d'armes à l'Arabie Saoudite et aux Emirats Arabes Unis' middleeasteye.net
77. Meza, Edgar (07-03-2020) 'Germany Subsidises Fossil Fuel Sector With 37.5 Billion Euros A Year - Media Report' cleanenergywire.org
78. Michaelson, Ruth (2021) 'Egypt's Political Prisoners Denied Healthcare And Subject To Reprisals' theguardian.com
79. Miller, Todd et al (10-25-2021) 'Global Climate Wall' tni.org
80. Monbiot, George (11-14-2021) 'After The Failure Of Cop26, There's Only One Last Hope For Our Survival' theguardian.com
81. Montlake, Simon (11-04-2021) 'Europe Plans Border Tax On Carbon. Les autres rejoindront-ils le club ?' csmonitor.com
82. Morana, Mabel, éditeur (2021) Liquid Borders : Migration As Resistance NY : Routledge
83. Morris, Loveday (10-23-2021) 'Germany Portrayself As A Climate Leader. But It's Still Razing Villages For Coal Mines' washingtonpost.com
84. MSF (2021) "Au cours des sept premiers mois de 2021, jusqu'à 1 000 personnes sont mortes en tentant de traverser la Méditerranée" msf.org
85. Naujokaityte, Goda (04-08-2021) 'Future Of Green Hydrogen Is Up In The Air As The EU Dithers Over Strategy' sciencebusiness.net
86. Néolibéralisme, colonialisme et post-colonialisme
87. Neslen, Arthur (07-04-2021) 'EU Biofuels Goals Seen Behind Deforested Area As Big As The Netherlands' reuters.com
88. News Agencies (01-29-2021) 'Italy Permanently Halts Arms Sales To Saudi Arabia, UAE' aljazeera.com
89. Oxfam Belgique (08-03-2021) 'Europe's Biofuels Addiction Is Threatening Human Rights In Peru' (L'addiction de l'Europe aux biocarburants menace les droits de l'homme au Pérou) oxfam.org
90. Pannett, Rachel (11-18-2021) 'It's Hailed As The Clean Energy Of The Future. Mais l'hydrogène produit des émissions substantielles, selon une étude' washingtonpost.com
91. Pardikar, Rishika (10-19-2021) 'What Climate Finance Means For The Global South In The Run-Up To COP26' towardfreedom.org
92. Pardikar, Rishika (8-28-2020) 'Global North Is Responsible for 92% of Excess Emissions' eos.org
93. Pelligrino, Adela (2004) 'Migration From Latin America To Europe : Trends And Policy Challenges' IOM Migration Research Series #16 Uruguay : University of the Republic
94. Pinna, Monica (23-07-2021) 'Are European Arms Fueling Wars And Conflicts Worldwide?' euronews.com

95. Communiqué de presse (17-09-2020) 'Eu Arms Exports : Nécessité d'un contrôle et d'une transparence accrus' europarl.europa.eu
96. Progressive Spain (6-30-2020) '2,870% Hike In Spain Arms Sales To Saudis In One Year' progressivespain.com
97. Puigdemont I Casamajo, C et al (05-21-2021) "Sur les exportations d'armes et la formation militaire de l'Espagne vers l'Arabie Saoudite" Question pour réponse écrite E-002743/2021 à la Commission europarl.europa.eu
98. Rankin, Jennifer (05-26-2022) 'Europe Silent On Plight Of Detainees In Libya, Says Migration Chief' theguardian.com
99. Rankin, Jennifer (03-02-2022) 'Ukraine Refugees Given Right To Live In EU For Three Years' theguardian.com
100. Rankin, Jennifer (10-28-2021) 'EU Carbon Border Levy Could Sabotage Climate Goals, Says Thinktank' theguardian.com
101. Redaction Africa News (2021) 'Burundi : L'UE lève l'aide et les sanctions financières' africanews.com
102. Retepacedisarmo (04-28-2021) 'Italian Arms Exports : Près de 4 milliards autorisés en 2020, l'Égypte est le premier acheteur' retepacedisarmo.org
103. RFI (02-06-2021) " Les exportations d'armes de la France chutent de 41 % en 2020, les Saoudiens restent les plus gros acheteurs " rfi.fr
104. Rocha Rios, Gabrielle (03-09-2017) 'Explainer : Le commerce entre l'Amérique latine et l'Union européenne' as-coa.org
105. Schape, Belinda et Domien Vangenechten (11-05-2021) 'Understanding CBAM, The EU's Carbon Levy' chinadialogue.net
106. Seabrook, Victoria (7-16-2021) 'European Floods : L'Allemagne accusée d'hypocrisie à propos du projet gazier dans l'Arctique après que le changement climatique ait été accusé d'être à l'origine des inondations' news.sky.com
107. Standing, Andre (2019) 'La crise climatique dans les pêcheries africaines : L'UE doit mettre fin aux investissements dans les combustibles fossiles' cffacape.org
108. Stender, Frederik et al (06-17-2021) 'The Trade Effects Of The Economic Partnership Agreements Between The EU And The African, Caribbean And Pacific Groups Of State : Early Empirical Insights From Panel Data' Journal Of Common Market Studies
109. Strzyzowska, Weronika (03-25-2022) 'Poland Detains Activists Accused Of Smuggling Migrants Over Belarus Border' theguardian.com
110. Sydow, Johanna (01-21-2015) 'Trade in Raw Materials Between the EU and Latin America' Heinrich Boll Stiftung : Bruxelles
111. Tran, Pierre (06-05-2020) 'Exportations d'armes françaises 2019' defense.info
112. Transparency International Défense et Sécurité (10-21-2020) 'Defense Industry Influence In Germany : Analyse de l'influence de l'industrie de la défense sur l'agenda politique allemand' ti-defence.org
113. Transport And Environment (07-02-2021) '10 Years Of EU's Failed Biofuels Policy Has Wiped Out Forests The Size Of The Netherlands - Study' transportenvironment.org
114. TRT World (15-4-2021) 'La famille de Thomas Sankara obtiendra-t-elle enfin justice?' trtworld.com
115. Auteur inconnu (01-01-2021) 'After Cotonou : Vers un nouvel accord avec les Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique' Briefing du Parlement européen europarl.europa.eu
116. Auteur inconnu (12-03-2020) 'Questions et réponses : Parvenir à un accord politique au niveau des négociateurs en chef sur le nouvel accord de partenariat entre l'UE et les membres de l'OACPS' ec.europa.eu
117. Auteur inconnu (1989) 'Chapter 11 : The Role And Responsibilities Of The European Community' oxfamilibrary.openrepository.com
118. Auteur inconnu (non daté) 'EU-ACP EPAs' bilaterals.org
119. Urbina, Ian (12-06-2021) 'Climate Migration Will Worsen The Brutality In The Mediterranean' aljazeera.com
120. Usman, Zainab et al (10-18-2021) 'What Does The European Green Deal Mean For Africa?' carnegieendowment.org
121. Uzelac, Ana (06-2019) 'Incoherent Agendas : Les politiques migratoires de l'Union européenne menacent-elles l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest ? Clingendael Policy Brief clingendael.org
122. Varoufakis, Yanis (11-10-2021) 'COP26 Is Doomed, And The Hollow Promise Of 'Net Zero' Is To Blame' theguardian.com
123. Verwoerd, Alissa et Tess Martelijn (05-23-2021) 'True : 80 Percent Of The European Money For Agriculture Goes To The 20 Percent Largest Farmers' eufactcheck.eu
124. Wagner, Fabian (23-10-2018) "L'UE est aussi à l'aise que la Chine avec les voyous et les dictateurs africains" eurActiv.com
125. Walia, Harsha (2021) Border & Rule : Global Migration, Capitalism And The Rise Of Racist Nationalism Chicago : Haymarket Books
126. Wezeman, Pieter et al (03-2021) 'Trends In International Arms Transfers, 2020' SIPRI Fact Sheet sipri.org

Notes de fin d'ouvrage

i La PAC contribue à l'injection d'huile de palme dans le lait en poudre, à des exportations qui sapent la production locale et déstabilisent des économies fragiles, et à l'expansion du modèle écologiquement destructeur du soja en Amérique latine - l'Argentine, le Brésil, la Bolivie, le Paraguay et l'Uruguay représentent 50,6 % de la production mondiale.

ii Le partenariat ACP-UE de 2000, également connu sous le nom d'accord de partenariat de Cotonou, couvre le commerce avec 79 anciennes colonies d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Il établit le cadre de négociation d'accords de libre-échange autonomes, compatibles avec l'OMC et axés sur le développement, connus sous le nom d'accords de partenariat économique (APE), qui se trouvent actuellement à différents stades du processus de ratification et de mise en œuvre. Bien que prévu pour durer jusqu'en 2020, l'accord post-Cotonou est aujourd'hui dans les limbes, en attente d'approbation. Les APE restent sous sa gouvernance, mais de nombreux pays africains restent réticents à l'idée d'y faire référence.

iii Les APE de l'ESA (Afrique orientale et australe) et de la SADC (Communauté de développement de l'Afrique australe) ont entraîné une baisse de 51,2 % et de 32,3 % des exportations de produits manufacturés vers l'UE. Les exportations de l'UE vers les membres de l'APE de la CDAA ont globalement augmenté, de même que les exportations agricoles vers la CDAA, l'ESA et le Pacifique.

iv Il existe un réseau complexe d'accords d'association et de commerce entre l'UE et la CELAC, qui se répartissent en quatre catégories : blocs commerciaux (Mercosur et CARIFORUM), accords régionaux multipartites (Amérique centrale et Andes), accords de libre-échange (ALE) avec des pays individuels (Chili et Mexique) et un accord de partenariat économique (APE) avec les Caraïbes. Ces accords ont une importance à la fois géopolitique et stratégique et sont de plus en plus dynamiques. Comme les APE de Cotonou, ces accords sont à différents stades de négociation et de mise en œuvre, tandis que les échanges commerciaux se poursuivent.

v Les gouvernements de gauche et de droite d'Amérique latine fondent leurs plans de développement sur l'extraction des ressources, estimant qu'elle génère la prospérité économique. 13 pays d'Amérique latine figurent parmi les 15 premiers fournisseurs de ressources minérales au monde. Cependant, à mesure que les frontières minières s'étendent, les écosystèmes vulnérables sont menacés et la législation favorable aux investisseurs affaiblit les normes environnementales.

vi Le Pérou emploie désormais l'armée pour écraser les protestations sociales et l'utilisation d'armes contre les activistes reste impunie. Alors que l'Équateur intensifie ses activités minières, il limite l'implication des ONG dans les questions politiques. Les ONG qui revendiquent les droits des indigènes sont fermées et les défenseurs de l'environnement sont souvent criminalisés, traités comme des terroristes, voire assassinés. Au moins 144 personnes ont été tuées en 2019 en Amérique latine, la Colombie arrivant en tête avec 64 meurtres. Sur les 24 meurtres commis au Brésil, 90 % se sont produits en Amazonie. 18 personnes ont été tuées au Mexique et 14 au Honduras.

vii Rien qu'au Pérou, on dénombre plus de 100 conflits liés à l'exploitation minière en ce qui concerne l'eau et l'utilisation des sols. Dans de nombreux endroits, la pollution de l'eau et du sol a entraîné une contamination au plomb et à l'arsenic pour les personnes vivant à proximité des mines. En outre, l'accès à l'eau est souvent un privilège accordé aux entreprises au détriment des communautés locales, qui ne peuvent alors plus continuer à cultiver leurs terres. La pollution causée par le transport des concentrés provenant des mines est un autre problème majeur.

viii Les marchés de capacité assurent l'approvisionnement en garantissant des engagements pour la production future d'électricité. Il s'agit d'une vente aux enchères pour les contrats publics, qui sert d'échappatoire pour continuer à subventionner le charbon, le pétrole et le gaz. 98 % des contrats vont aux combustibles fossiles et à l'énergie nucléaire, 66 % aux seules centrales au charbon. La Belgique, la Croatie, le Danemark, la France, l'Allemagne, l'Irlande, l'Italie, la Pologne, l'Espagne et la Suède ont mis en place un marché de capacité ou prévoient de le faire. Le Portugal a démantelé son marché de capacité après avoir réalisé que l'énergie excédentaire était déjà produite et qu'il n'était pas nécessaire de la subventionner. Selon la Commission européenne, l'ensemble de l'UE est en surcapacité. Ces marchés favorisent également les profits de l'industrie des combustibles fossiles en soutenant la conversion du charbon au gaz plutôt qu'aux énergies renouvelables, en liant les gouvernements à des contrats longs et inflexibles et en excluant les technologies innovantes. En Pologne, 80 % des contrats de capacité ont été attribués à des centrales électriques au charbon inefficaces, ce qui leur permet de recevoir des subventions publiques jusqu'à la fin des années 2030 ; elles recevront 14 milliards d'euros rien qu'entre 2016 et 2030.

ix Depuis 2010, l'industrie des combustibles fossiles a dépensé plus de 250 millions d'euros en lobbying, accès et influence. Le déni du changement climatique a été remplacé par l'affaiblissement et le sabotage de la législation. Parce qu'il émet moins de carbone que le pétrole ou le charbon, le GNL est aujourd'hui présenté comme une passerelle vers l'énergie verte. Mais il s'agit d'un combustible sale, dont les émissions de méthane sont pires que celles du charbon : sur 20 ans, il est 80 fois plus efficace pour piéger la chaleur dans l'atmosphère.

x En Égypte, des dizaines de milliers de personnes, dont des journalistes, des dissidents et des membres de la communauté LGBTQIA, sont victimes de brutalités policières, torturées dans des prisons militaires, victimes de disparitions forcées et d'exécutions extrajudiciaires, ou condamnées collectivement à la peine de mort lors de procès de masse. D'autres voix critiques sont réduites au silence par des menaces, des restrictions de voyage et des confiscations. Malgré cela, le dictateur militaire égyptien Abdel Fattah el-Sisi a reçu la *Légion d'honneur* en 2020. La France est le premier fournisseur d'armes de l'Égypte et un bailleur de fonds essentiel : ses armes sont utilisées pour réprimer la dissidence et ses exportations ne sont pas assorties de conditions en matière de droits de l'homme. La Grèce, sous les gouvernements Syriza et Nouvelle Démocratie, s'est également faite l'avocate de l'Égypte. En 2018, un prêt non lié de l'UE de 500 millions d'euros a été annoncé.

xi Bien que la Commission européenne envisage de se "désengager", elle a approuvé 120 millions d'euros pour des projets de lutte contre l'immigration en Érythrée depuis 2020, dont 20 millions d'euros pour un projet de construction de routes par le travail forcé. Sous le régime cruel du président Isaias Afewerki, les jeunes craignent le service militaire à vie, les habitants sont surveillés, les personnes qui tentent de s'échapper sont abattues à la frontière et les familles sont menacées de prison pour extorquer des "taxes" aux citoyens vivant à l'étranger. Payés moins de 30 euros par mois, les soldats servent dans le Tigré, le long de la frontière éthiopienne, ou fournissent de la main-d'œuvre pour la construction de routes, dans des carrières ou sur des mégaprojets tels que des barrages hydroélectriques. Afewerki contrôle un énorme appareil de sécurité et de services secrets d'envergure mondiale qu'il utilise pour maintenir la population dans un état de peur permanent.

xii Au cours de la dernière décennie, l'UE a fourni une aide budgétaire à des pays qui violent les droits de l'homme, tels que l'Égypte, le Laos, le Maroc, le Myanmar, le Rwanda, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan, l'Ouganda et le Viêt Nam. Elle continue de financer des pays qui deviennent de plus en plus autocratiques, comme le Bangladesh, le Burkina Faso, le Mali et la Serbie. En 2021, l'UE a annulé ses sanctions financières à l'encontre du gouvernement burundais et a repris son aide, et la France a renouvelé sa coopération financière malgré la mauvaise situation des droits de l'homme dans ce pays. La France a également renforcé son soutien financier et militaire à la lutte contre le terrorisme au président autocratique Idriss Déby du Tchad jusqu'à sa mort en 2021.

xiii La France estime que son autonomie stratégique dépend des ventes d'armes : pour rester indépendante, elle doit disposer de sa propre capacité de fabrication d'armes. Ses dirigeants politiques et militaires affirment que, sans exportations, les forces armées françaises ne peuvent s'offrir les armes les plus récentes. Ils refusent catégoriquement de dépendre des États-Unis pour leurs besoins en matière de défense, notamment parce que les achats nécessiteraient l'autorisation du Congrès. Une vaste bureaucratie existe uniquement pour promouvoir les exportations d'armes, ce qui lui permet de préserver son champ d'action et son influence. Pour maintenir sa position, la France cherche aujourd'hui à mettre en place un grand fonds européen de défense, de nouveaux instruments financiers européens pour l'acquisition d'armes, une réglementation du marché intérieur contre la dépendance extérieure et des restrictions à l'exportation plus souples.

xiv Les entreprises allemandes ont fusionné pour former des quasi-monopoles. La concurrence est limitée et 30 % des contrats sont attribués par le biais d'appels d'offres uniques ; pour protéger les technologies clés, les contrats d'État sont attribués directement. La fonction publique manque de personnel et d'expertise pour évaluer les offres et s'appuie donc sur des consultants de l'industrie de la défense et des instituts de recherche ; elle dépend des fournisseurs pour la conception des documents d'appel d'offres et l'évaluation des produits. En 2018 et 2019, moins de 1 % des demandes d'exportation d'armes ont été refusées : 88 sur 11 000 en 2018 et 56 sur 9 900 en 2019. Les responsables de l'industrie sont intégrés dans l'armée, et une porte tournante permet aux consultants de passer du secteur public au secteur privé. Pendant ce temps, l'industrie finance et dirige des groupes de réflexion et des associations commerciales en nommant ses cadres supérieurs à leurs comités directeurs. La loi sur les députés permet à ces derniers d'accepter des emplois secondaires lucratifs, les règles sont laxistes et les sanctions en cas de conflit d'intérêts sont inadéquates. Les contributions de l'industrie aux campagnes électorales sont illimitées et le soutien aux événements et conférences des partis est autorisé. Le secret du gouvernement fédéral sur l'élaboration et la planification de la stratégie de sécurité et de défense empêche l'engagement du public et un examen approfondi, et renforce le pouvoir des lobbyistes et des militants. Le Parlement est impliqué dès les premières étapes de la planification, puis plus tard, une fois que les décisions majeures ont été prises.

XV Avec 1 % du PIB, l'industrie de l'armement espagnole est un pilier essentiel de l'économie du pays. L'Espagne exporte des armes vers presque tous les pays impliqués dans des conflits armés qui bafouent les normes internationales en matière de droits de l'homme : Bahreïn, Égypte, Israël, Libye, Pakistan, Arabie saoudite, Somalie, Sud-Soudan, Turquie et Émirats arabes unis. Le Maroc est également un client, qui a acheté pour 3,9 millions d'euros de munitions et d'engins explosifs. L'Espagne est aujourd'hui l'un des principaux exportateurs de matériel policier et antiémeute vers les régimes confrontés à une opposition sociale massive à l'austérité, au militarisme et à la négligence malveillante face à la Covid19. En 2020, ces produits ont rapporté 719 026 euros, soit 931 % de plus qu'en 2019. Le Togo, pays le plus pauvre du monde (10th), a acheté 80 % des produits avec un contrat de 575 685 euros. Le président Faure Gnassingbé, souverain dynastique, a besoin de ce nouvel équipement pour faire face aux grèves et aux manifestations contre son régime. La Tunisie était le deuxième plus gros client pour cet équipement.

XVI La liste des clients de l'Italie comprend également le Bahreïn, le Turkménistan, la Somalie, le Sud-Soudan et les Émirats arabes unis. Au total, 56,1 % des licences d'exportation sont délivrées à des pays tiers qui, depuis cinq ans, sont les principaux clients de l'Italie.

XVII L'Arabie saoudite est le premier client de la France en 2020 et 2021 (704 M€ et 703 M€). L'Espagne a reçu 1,7 milliard d'euros de la coalition dirigée par l'Arabie saoudite depuis 2015. En 2021, l'Arabie saoudite était son cinquième plus gros acheteur avec 54,3 millions d'euros et, sans l'approbation du Parlement, des entrepreneurs privés formant des soldats saoudiens utilisaient des installations de l'armée. En 2020, elle a délivré 26 licences d'exportation d'une valeur de 215 millions d'euros. En 2019, elle a accordé 22 licences d'exportation et les ventes ont grimpé en flèche pour atteindre 392,78 millions d'euros, soit une hausse de 2870 % par rapport à 2018. 97 % de ces contrats sont conclus avec les forces armées saoudiennes. Navantia construit également cinq corvettes d'une valeur de 1,8 Md€ pour la marine saoudienne. Les licences italiennes de l'Arabie saoudite s'élèvent à 144,4 M€, mais 50 % des exportations italiennes sont destinées à sa coalition et représentent 3 Md€ par an. L'Italie a mis fin à la vente de milliers de missiles à l'Arabie saoudite en janvier 2021. Toutefois, les restrictions à l'exportation de 2019 ont été levées afin d'apaiser les tensions diplomatiques et de garantir un accès continu à la base aérienne d'al Minhad et aux contrats civils. Malgré l'embargo sur les armes, l'Allemagne continue de fournir des composants pour des projets transeuropéens, ce qui permet au fabricant de missiles MBDA de livrer des armes à l'armée de l'air saoudienne.

XVIII En 2021, l'Égypte a acheté à la France 30 avions de combat Rafale (d'une valeur de 40 milliards d'euros). L'Égypte est le deuxième client de l'Allemagne et le premier client de l'Italie, avec des licences d'une valeur de 991,2 millions d'euros, et un nouveau contrat d'armement comprenant des frégates, des Eurofighter Typhoons et un satellite militaire en cours de préparation.

XIX Les licences italiennes du Qatar sont évaluées à 212 millions d'euros.

XX En 2019, l'Espagne a autorisé 14 520 € de licences d'exportation vers Bahreïn et 812 181 € en 2018. Bahreïn a perpétré de graves violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire au Yémen en utilisant des armes espagnoles.

XXI L'Espagne reste le cinquième fournisseur des EAU. En 2021, ses exportations se sont élevées à 8,2 millions d'euros. En 2019, l'Espagne leur a vendu pour 94 millions d'euros d'armements utilisés au Yémen, alors même que les troupes émiriennes ont perpétré de graves violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, telles que des disparitions forcées et des actes de torture, en utilisant des armes espagnoles. L'Italie a mis fin à la vente de milliers de missiles aux EAU en janvier 2021.